

Études du Centre de développement



Pouvons-nous encore atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ?

DES COÛTS AUX POLITIQUES



Études du Centre de Développement

Pouvons-nous encore atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ?

DES COÛTS AUX POLITIQUES

Jean-Philippe Stijns, Christopher Garroway,
Vararat Atisophon, Jesus Bueren, Gregory De Paepe
and Carlos Sanchez

Les idées exprimées et les arguments avancés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement ceux de l'OCDE, son Centre de Développement ou des gouvernements de leurs pays membres.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2012), *Pouvons-nous encore atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ? : Des coûts aux politiques*, Études du Centre de Développement, Éditions OCDE.

<http://dx.doi.org/10.1787/9789264174191-fr>

ISBN 978-92-64-07538-2 (imprimé)

ISBN 978-92-64-17419-1 (PDF)

Collection : Études du Centre de Développement

ISSN 1563-4310 (imprimé)

ISSN 1990-0309 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © gualtierio boffi - Shutterstock.com/© ag visuell - Fotolia.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2012

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

Avant-propos

La communauté internationale s'est rassemblée en 2000 pour s'accorder sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et s'est engagée à collaborer pour mettre fin d'ici à 2015 à la pauvreté, à la faim, aux maladies et au manque de logements adéquats. Devaient être promus l'égalité des sexes, un environnement durable, l'éducation, ainsi que les droits fondamentaux à la santé, l'éducation, l'eau potable et les services d'assainissement. Pour atteindre ces objectifs, les grands acteurs internationaux, et notamment l'OCDE, se sont engagés à mettre sur pied un partenariat mondial pour le développement.

Douze ans plus tard, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté extrême et en 2010, le monde a atteint l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes pauvres, principalement grâce à la forte croissance de grands pays comme le Brésil, la Chine et l'Inde. Cependant, dans tous les pays, des défis subsistent en matière de lutte contre la pauvreté extrême et de la réalisation des autres OMD. Le nombre croissant d'instruments financiers et d'acteurs rend de plus en plus complexe l'architecture de la coopération pour le développement, mais permet en revanche une plus large mobilisation des ressources, ainsi que le partage des connaissances en matière de développement à travers le monde.

Cette étude s'appuie sur le document de travail du Centre de développement de l'OCDE n°306¹ et sur la série de travaux du Centre de développement dans les domaines du financement du développement, de la politique fiscale pour le développement, de la montée en puissance des pays émergents et de la cohésion sociale. Elle s'efforce de partager ces résultats avec un large public et de mettre en évidence leurs implications politiques dans la perspective de 2015 et au-delà. L'objectif premier est de revisiter les estimations du coût des OMD que les organismes de développement ont présentées au début des années 2000. Le deuxième objectif est de fournir une évaluation de la capacité des pays en développement à financer leur développement à la fois par des ressources

intérieures, et notamment par la fiscalité, mais aussi par des ressources externes, telles que les investissements directs étrangers (IDE), les transferts d'argent, les dons privés et l'aide.

Pouvons-nous encore atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ? Des coûts aux politiques est le résultat d'une collaboration fructueuse avec la Fondation Bill et Melinda Gates. Cette étude repose également sur des résultats de travaux réalisés avec le soutien financier du ministère français des Affaires étrangères et européennes. Ce projet a également bénéficié de l'apport intellectuel du Trésor national de l'Afrique du Sud et du bureau sud-africain du Programme des Nations Unies pour le Développement, ainsi que des membres du réseau de l'OCDE « Financer le développement »² (*Development Finance Network - DeFiNe*).

Notes

1. <http://www.oecd.org/dataoecd/39/5/49301301.pdf>
2. Le réseau de l'OCDE « Financer le Développement » (*Development Finance Network - DeFiNe*) est un réseau mondial de *think tanks*, de centres de recherche et d'établissements universitaires issus de pays en développement et émergents et des pays de l'OCDE, coordonné par le Centre de développement de l'OCDE.

Remerciements

Pouvons-nous encore atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ? Des coûts aux politiques est le résultat d'une collaboration fructueuse avec la Fondation Bill et Melinda Gates. Les auteurs souhaitent exprimer leur gratitude non seulement pour le soutien financier généreux de la Fondation mais aussi pour les suggestions et les commentaires que celle-ci leur a offerts. Cette étude est également étayée par les résultats de travaux accomplis grâce au soutien financier du ministère français des Affaires étrangères et européennes.

Cette étude repose sur le document de travail n° 306 du Centre de développement de l'OCDE. Les auteurs en sont Vararat Atisophon, Jesus Bueren, Gregory De Paepe, Christopher Garroway de Coninck et Jean-Philippe Stijns. De nombreux collègues, y compris un critique anonyme choisi par la Fondation Bill et Melinda Gates, nous ont offert de riches commentaires. Nous remercions en particulier Simon Scott (directeur de la Division des statistiques à la Direction de la Coopération pour le développement de l'OCDE), Helmut Reisen (directeur de la recherche au Centre de développement de l'OCDE) et Mumukshu Patel (équipe du Programme de développement global de la Fondation Bill et Melinda Gates). Nous sommes également redevables aux participants de l'atelier sur « Les coûts des OMD : politiques d'investissement dans le développement à l'horizon 2015 et au-delà » co-organisé le 14 novembre 2011 à Pretoria par le Centre de développement en partenariat avec l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA), le Trésor national sud-africain et le bureau sud-africain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les commentaires de Neil Cole, secrétaire général de l'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI), ont été particulièrement stimulants pour la suite de nos travaux.

De nombreux spécialistes ont également consacré leur temps à examiner des versions préliminaires de cette étude : leurs commentaires et suggestions ont grandement contribué à l'enrichir. Nous souhaitons remercier en particulier

David Batt et Karim Hussein (directeur et conseiller technique du Forum pour le partenariat avec l’Afrique), Laurent Bossard (directeur du Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest), le Dr. Bruce Byiers (analyste en chef des politiques de gouvernance et commerciales, ECDPM), Dr. Homi Kharas (senior fellow et directeur adjoint au Brookings Institute), David Mc Nair (conseiller principal pour la justice économique, Christian Aid), Dr. Ángel Melguizo (spécialiste principal à la Banque interaméricaine de développement) et Benedicte Vibe Christensen (analyste indépendante des politiques publiques).

Nous remercions nos collègues de la Direction de la Coopération pour le développement de l’OCDE (DCD), Dr. Hildegard Lingnau (conseiller senior en politiques) pour ses conseils ainsi que Fredrik Ericsson (analyste statisticien) et Emily Bosch (analyste des politiques) pour leurs nombreuses suggestions et critiques particulièrement utiles. Nous souhaitons également remercier les représentants des *think tanks* membres du *Development Finance Network* (DeFiNe) qui nous ont offert leurs observations et suggestions à l’occasion de la réunion annuelle de leur réseau le 27 mars 2012, en ouverture de la semaine du 50ème anniversaire du Centre de développement.

Les auteurs sont également reconnaissants à leurs collègues du Centre et en particulier Federico Bonaglia et Papa Amadou Sarr (respectivement responsable de division et conseiller, politique régionale de la division du Dialogue sur les politiques), Henri-Bernard Solignac-Lecomte et Jan Rieländer (respectivement chef d’unité et économiste au bureau Europe, Afrique et Moyen-Orient), Edouard Turkisch (analyste des politiques), Johannes Jütting et Juan de Laiglesia (respectivement chef d’unité et économiste de l’unité Réduction de la pauvreté).

Cette étude n’aurait pas vu le jour sans l’aide à la recherche et en organisation de Carlos Sanchez. Nous remercions Timothy Witcher, Vanda Legrandgérard et Anne-Lise Prigent pour leur précieuse collaboration à l’édition de cette étude, ainsi que Roger Hobby, Erik Cervin-Edin et Elodie Masson pour la communication et la mobilisation des réseaux sociaux.

Toutes les erreurs, lacunes et points de vue exprimés dans cette étude demeurent la responsabilité des auteurs.

Table des matières

Préface	9
Résumé	11
Les Objectifs du Millénaire pour le développement.....	16
<i>Chapitre 1</i> Le défi du Millénaire	17
• Le point de départ	18
• Finalité de l'étude.....	21
• L'ordre de grandeur global du défi (la question à 120 milliards USD) ?	23
<i>Chapitre 2</i> Le coût des interventions pour combattre la pauvreté et améliorer l'éducation et la santé	33
• Le point sur la pauvreté.....	36
• Le point sur l'éducation	38
• Le point sur la santé	41
<i>Chapitre 3</i> Comment financer les Objectifs du Millénaire pour le développement	47
• Le tableau d'ensemble	48
• Le point sur l'APD.....	51
• Le point sur les apports de capitaux privés.....	52
• Le point sur la mobilisation des ressources intérieures	53
• En résumé	57
<i>Chapitre 4</i> Quelles stratégies mettre en place pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ?	63
• Combien ça coûte ?.....	65
• Qui va payer ?.....	66
• Qu'en est-il des OMD après 2015 ?.....	68

Tableaux

1.1	Précédentes estimations du coût des OMD	19
-----	---	----

Figures

0.1	Comparaison des approches descendante et ascendante	13
1.1	Comparaison des estimations descendantes et des estimations ascendantes, par groupe de revenu	25
1.2	Comparaison des coûts ascendants et des coûts descendants, par région.....	26
1.3	Total des apports de capitaux requis.....	28
1.4	Estimations du coût total des OMD	29
2.1	Coût de la réalisation des OMD en matière de pauvreté, de santé et d'éducation, par groupe de revenu.....	35
2.2	Coût de la réalisation des OMD en matière de pauvreté, de santé et d'éducation, par région.....	36
2.3	Mesure des transferts ciblés pour la pauvreté (OMD 1), par groupe de revenu et par région	37
2.4	Mesure des besoins en termes d'éducation (OMD 2-3), par groupe de revenu et par région.....	39
2.5	Mesure des besoins en termes de santé (OMD 4-6), par groupe de revenu et par région.....	42
3.1	Coûts pour la réalisation des OMD par rapport aux ressources au service du développement	48
3.2	Apports de capitaux à conditions de faveur et privés des pays membres du CAD aux pays en développement, 1970-2009	49
3.3	APD et apports de capitaux privés des pays membres du CAD aux pays en développement, 1970-2010	51
3.4	Total de l'augmentation possible des impôts, par région.....	54
3.5	Total de l'augmentation possible des impôts, par groupe de revenu et en proportion moyenne du PIB	55
3.6	Financement du développement actuel et potentiel, par groupe de revenu ...	58

Encadrés

2.1	L'approche de l'écart de la pauvreté pour calculer les transferts aux pauvres (OMD 1)	37
2.2	Calculer les dépenses nécessaires pour atteindre les objectifs en matière d'éducation (OMD 2-3).....	40
2.3	Calculer les dépenses nécessaires pour atteindre les objectifs de santé (OMD 4, 5 et 6).....	43
3.1	Marge de manœuvre possible pour accroître la mobilisation des ressources intérieures	57

Préface

Le plus grand rassemblement de dirigeants mondiaux jamais réunis a eu lieu à New York en 2000 pour mettre fin à la pauvreté extrême et définir huit objectifs quantifiés et assortis d'une date buttoir, connus comme les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). À trois ans de l'échéance de 2015 pour les OMD, les questions de combien il en coûtera et de qui paiera reviennent sur toutes les lèvres.

Cette étude évalue le coût des OMD pour les pays qui doivent encore les atteindre. Elle dépasse la notion d'aide en mesurant la capacité des pays à accomplir leur développement social par eux-mêmes. L'ordre de grandeur des résultats implique que la réalisation des OMD sera au moins autant une affaire de réforme politique et de partenariats que de financement. Les conclusions de la Première réunion de Haut niveau des pays membres du Centre de développement de l'OCDE confirment cela en soulignant l'importance de la redéfinition des stratégies nationales de développement dans un monde où le centre de la gravité économique se déplace vers l'Est et le Sud.

Évaluer les progrès sur les OMD est un cadre utile pour comprendre, plus largement, comment les pays progressent en vue d'assurer la durabilité de leur développement. La question est : comment mettre à niveau les processus d'évaluation et de mise en œuvre des politiques, notamment en matière de gestion de la dépense publique, à travers tous les secteurs et tous les niveaux du gouvernement et dans un cadre budgétaire de moyen terme ? Les défis ne doivent pas être sous-estimés mais ne sont pas insurmontables. Un dialogue inclusif et approfondi entre les pays est indispensable pour l'amélioration des politiques. Les pays en développement ont démontré leur capacité à innover, et tous les pays ont beaucoup à gagner de discuter des succès et des défis rencontrés par leurs expériences de développement respectives.

Le Centre de développement de l'OCDE s'engage donc à faire profiter de ses 50 années d'expérience à travers des publications comme cette étude et à

travers un dialogue inclusif sur les politiques. Notre ambition est de contribuer à la qualité des politiques publiques pour soutenir les efforts des pays en vue de construire une économie florissante et une société cohésive, d'ici à 2015 et au-delà.

Mario Pezzini
Directeur
Centre de développement de l'OCDE
mars 2012

Résumé

Cette étude entend contribuer aux discussions actuelles au sujet non seulement de la réalisation mais aussi de la pertinence des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des initiatives post-2015, en révisant les enveloppes globales de coût pour leur réalisation à l'horizon 2015. Elle quantifie les ressources additionnelles au service du développement que les pays en développement devront mobiliser pour atteindre les OMD. La demande d'estimations empiriques devient d'autant plus aiguë aujourd'hui que l'échéance de 2015 approche à grands pas et que, étonnamment, peu de travaux récents ont cherché à estimer le coût de la réalisation des OMD et à proposer des solutions pour adresser les manques à financer correspondants.

Les travaux précédents se sont concentrés sur l'aide en tant que principale source de financement additionnel pour réaliser les OMD, sans accorder suffisamment d'attention au rôle que pouvaient jouer d'autres ressources, comme les recettes fiscales intérieures, la coopération Sud-Sud, les transferts d'argent des émigrants, les dons et les apports de capitaux privés. Cette étude propose une évaluation approximative du coût supplémentaire de la réalisation des OMD en matière de pauvreté, de santé et d'éducation. Elle estime aussi les perspectives d'augmentation des ressources grâce à l'amélioration du recouvrement des impôts dans les pays en développement – c'est-à-dire le volet public de la « mobilisation des ressources domestiques ». Les chiffres avancés impliquent que la communauté internationale élargisse sa conception de la coopération au développement, au-delà de l'aide publique au développement (APD), en mobilisant la palette complète des ressources au développement et en faisant une place d'honneur aux réformes politiques dans les économies avancées aussi bien que dans les pays en développement, si elle veut se donner les moyens d'atteindre le niveau de développement social équivalent aux Objectifs du Millénaire.

Quelle est l'ampleur du défi pour la communauté internationale ?

Plusieurs années après la Conférence internationale sur le financement du développement, organisée à Doha en 2008, qui a dressé un bilan de la mise en œuvre du consensus de Monterrey, le financement du développement reste un défi de poids pour la communauté internationale. Le paysage du financement du développement a évolué depuis les années 90, avec l'émergence de nouveaux partenaires et de nouvelles modalités de financement – sans oublier l'augmentation bienvenue des apports publics et privés à destination des pays en développement. Pourtant, la crise économique mondiale contraint sérieusement la marge de manœuvre de la communauté internationale et cette situation nourrit de nouvelles inquiétudes.

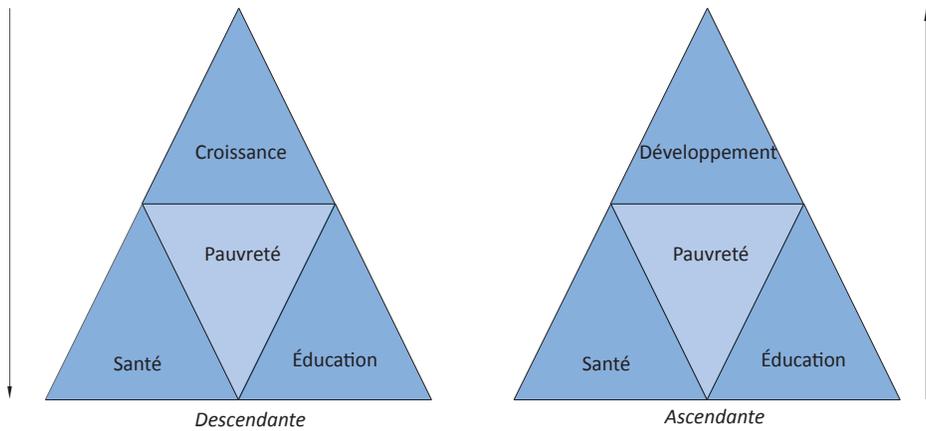
L'estimation du coût de la réalisation des OMD montre que, pour être élevé, le montant à financer n'en est pas insurmontable. Il se situe dans un ordre de grandeur inférieur à l'ensemble des moyens pouvant être levés pour autant que tout l'éventail des ressources disponibles soit mobilisé et que les réformes politiques nécessaires soient poursuivies par tous les partenaires au développement. Concrètement, l'enveloppe estimée est d'environ 120 milliards de dollars (USD), dont approximativement la moitié correspond au manque à financer de 20 pays à faible revenu. L'autre moitié concerne 79 autres pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire, pour assurer les dépenses et les transferts ciblés nécessaires. Pour donner un ordre de comparaison, ce besoin additionnel de 120 milliards de dollars (USD) représente à peu près le double des flux actuels d'aide programmable par pays, la partie de l'APD la plus susceptible de contribuer à atteindre les OMD. Si l'aide seule devait adresser le défi présenté par les OMD, elle devrait donc tripler par rapport à son niveau actuel.

Comment le coût des Objectifs du Millénaire pour le développement est-il mesuré ?

Notre étude s'appuie sur deux stratégies : *i*) une estimation ascendante des coûts des interventions directes pour réaliser les OMD en matière de pauvreté, de santé et d'éducation à travers des dépenses et des transferts ciblés ; et *ii*) une estimation descendante des coûts, qui mesure le volume de financement du développement requis afin de garantir une croissance économique suffisante pour atteindre les OMD. Les mesures utilisées dans la seconde approche correspondent à des cibles limitées dans le temps à tenir jusqu'en 2015 alors

que celles de la première approche partent du principe que les dépenses et les transferts ciblés sont versés année après année *ad vitam aeternam*. Pour obtenir le coût global des OMD, un arbitrage entre ces deux stratégies est opéré pays par pays, en fonction de leur coût relatif. Dans le cas des pays à revenu intermédiaire, leurs caractéristiques mêmes appellent à une approche ascendante, qui sera plus rentable. Dans le cas des pays à faible revenu, c'est l'approche descendante qui se révèle la mieux adaptée. De plus amples explications méthodologiques sont offertes aux chapitres 1 et 2 et le lecteur intéressé est invité à consulter tous les détails de la méthodologie sur laquelle repose cette étude dans Atisophon *et al.* (2011).

Figure 0.1. Comparaison des approches descendante et ascendante



L'arbitrage effectué entre l'approche ascendante et descendante pour les différentes catégories de pays s'explique par les caractéristiques structurelles des pays en questions. Les pays présentant le plus gros manque à financer (estimation descendante) sont ceux où l'augmentation du financement du développement – sous forme d'aide ou de capitaux privés – devrait avoir l'impact le plus faible sur la croissance. C'est typique des pays à revenu intermédiaire qui n'auront pas les moyens d'atteindre les OMD d'ici 2015. Ces économies font simplement partie, soit des plus inégalitaires, soit des moins réactives aux investissements et à l'aide. Inversement, pour nombre de pays à faible revenu, il est moins coûteux de résoudre définitivement le problème du niveau général de développement par un accroissement significatif du financement au développement que de palier année après année aux besoins que la pauvreté (au sens multidimensionnel) occasionne.

Bien entendu, des gains en matière de productivité des investissements – obtenus par exemple à travers des réformes des institutions visant à améliorer l’environnement des affaires – peuvent changer la donne de manière significative en diminuant le volume de ressources additionnelles nécessaires pour qu’un pays à revenu intermédiaire atteigne les OMD. Dans le même ordre d’idées, les réformes politiques visant la croissance inclusive et à améliorer la qualité de la dépense publique représentent évidemment une option politique cruciale. Similairement, les efforts consentis par les partenaires au développement pour améliorer l’efficacité de l’aide sont un paramètre politique déterminant.

Le coût de la lutte contre la pauvreté

D’après les estimations, 35 pays environ n’auront pas les ressources requises pour atteindre en 2015 l’OMD 1 de réduction de moitié de la pauvreté extrême par rapport aux niveaux de 1990. Mais cela ne signifie pas que l’OMD 1 ne sera pas atteint dans le monde, puisque la réduction rapide de la pauvreté dans une poignée de grands pays aura déjà ramené le taux mondial de pauvreté en deçà de la moitié de son niveau de 1990. Pour autant – et c’est surtout vrai de l’Afrique subsaharienne, de l’Amérique latine et des Caraïbes – certaines régions font face à un coût considérable pour pouvoir réduire de moitié la pauvreté. Sur la base des données de 2009, le coût annuel global des transferts ciblés pour hisser la moitié des pauvres au-dessus du seuil de pauvreté absolue (OMD 1) d’ici 2015 est d’un peu moins de 5 milliards USD.

Le coût de l’éducation

Si le niveau général de scolarisation a sensiblement progressé depuis dix ans, il en coûterait néanmoins presque 9 milliards USD pour atteindre l’enseignement primaire universel (EPU) d’ici 2015 (OMD 2). Évidemment, l’objectif de la généralisation de l’enseignement primaire est intimement lié à l’OMD 3, la promotion de l’égalité des genres et l’autonomisation des femmes. En moyenne, les pays qui n’ont pas encore atteint l’EPU devront accroître leurs dépenses d’un peu plus de 7 %, ce qui devrait être réalisable à terme. Cependant, en Afrique subsaharienne, l’augmentation requise des dépenses en matière d’éducation (plus de 20 %) sera plus laborieuse à réaliser. Quant au déficit de dépenses le plus important (près de 8 milliards USD), il est enregistré dans les pays à revenu intermédiaire. C’est en Amérique latine et aux Caraïbes que l’effort absolu en termes de dépenses en matière d’éducation devra être le plus conséquent, à cause du niveau élevé des coûts unitaires par élève.

Le coût de la santé

L'essentiel des dépenses de santé supplémentaires se concentrera en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud si ces régions veulent réduire des deux tiers la mortalité infantile, faire reculer des trois quarts la mortalité maternelle et endiguer l'épidémie de VIH/sida, le paludisme et d'autres grandes maladies. C'est dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure que les coûts les plus importants en matière de santé (OMD 4-6) sont identifiés (près de 60 milliards USD), avec une ventilation par région d'approximativement 35 milliards pour l'Asie du Sud et 20 milliards pour l'Afrique subsaharienne.

D'où proviendront ces ressources ?

Les pays à revenu intermédiaire ont un réel potentiel de mobilisation de ressources intérieures pour répondre à leurs besoins mais les chiffres confirment autant le rôle nécessaire que l'APD est appelée à continuer à jouer dans un certain nombre de pays à faible revenu que la dominance grandissante du rôle d'autres sources de financement du développement pour les pays en développement dans leur ensemble. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure devraient pouvoir mobiliser suffisamment de ressources intérieures pour satisfaire par eux-mêmes leurs besoins en matière d'OMD liés à la pauvreté, la santé et l'éducation. À l'inverse, pour de nombreux pays à faible revenu, l'APD restera une source indispensable de financement externe, en tous cas dans l'immédiat. Comblé le besoin de financement des pays à faible revenu, du moins en partie, par une augmentation des apports de capitaux privés est une option envisageable, mais qui exige de pouvoir en maîtriser la volatilité et d'ajuster les stratégies de développement nationales pour en optimiser les dividendes en termes de développement social. Cela s'applique également aux transferts d'argent des migrants qui devraient plus systématiquement contribuer au financement de l'investissement, y compris dans les petites entreprises où il fait défaut. C'est la raison pour laquelle, si l'on veut satisfaire les besoins des populations les plus démunies dans les pays les plus pauvres, les ressources au service du développement – les impôts nationaux et les apports de capitaux privés, en provenance des partenaires traditionnels comme émergents, les contributions privées, les transferts de fonds des migrants, et bien sûr, l'aide, – auront toutes un rôle à jouer.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim

Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour, assurer la possibilité pour chacun de trouver un travail à plein temps et productif et réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim.

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous

Faire en sorte que, d'ici 2015, tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, puissent achever un cycle complet d'études primaires.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Éliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement d'ici 2015.

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile

Réduire des deux tiers le taux de mortalité de 1990 des enfants de moins de 5 ans d'ici 2015.

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle

Réduire des trois quarts le taux de mortalité maternelle et rendre l'accès à la médecine procréative universelle.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

D'ici 2015, avoir enrayé la propagation du VIH/sida et avoir commencé à inverser la tendance actuelle, avec un accès universel aux traitements pour ceux qui en ont besoin. Avoir maîtrisé le paludisme et d'autres maladies graves et commencer à inverser la tendance actuelle.

Objectif 7 : Préserver l'environnement

Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales. Réduire la perte de la biodiversité et diminuer de moitié le pourcentage de la population privé d'accès à un approvisionnement en eau potable et à des systèmes d'assainissement de base.

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial

Mettre en place un système commercial et financier ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire

Chapitre 1

Le défi du Millénaire

Résumé

Plusieurs années après la conférence de Monterrey, force est de constater que tous les pays n'ont pas progressé au même rythme vers la réalisation des OMD. D'où la nécessité de pouvoir apprécier l'ampleur des besoins financiers restants jusqu'à l'échéance de 2015. Cette étude propose donc des ordres de grandeur pour ces besoins et les compare aux ressources actuellement ou potentiellement disponibles, dans les pays et auprès de partenaires extérieurs, pour financer le développement. Selon les estimations, la réalisation des OMD coûterait un montant incrémental de l'ordre de 120 milliards USD, à répartir approximativement à égalité entre les pays à faible revenu¹ et les pays à revenu intermédiaire². Pour les premiers, l'option la plus rentable consiste à combler le manque à financer *via* un accroissement des flux de financement au développement visant à doper durablement la croissance. Pour les seconds, il s'agit plutôt de dépenses et de transferts ciblés. Dans cette perspective, la poursuite des réformes des administrations fiscales et l'amélioration de la qualité des dépenses publiques est d'une importance capitale.

Le point de départ

Suite à une décennie 1990 avec des budgets d'aide en recul, les OMD ont su galvaniser la communauté internationale des donateurs, qui s'est engagée dans les années 2000 à augmenter les ressources allouées à la coopération au développement. Avant le tournant du millénaire, de nombreux pays en développement avaient connu de délicates transitions économiques fermant le chapitre de la planification ou en subissant des crises financières qui les ont affaiblis – quand ils n'ont pas vécu les deux. Les budgets de l'APD s'étaient réduits comme peau de chagrin depuis la fin de la Guerre froide et de nombreux pays riches avaient restreint leur engagement dans les pays en développement. Les OMD se sont révélés extrêmement utiles pour concentrer à nouveau l'attention de la communauté du développement sur des objectifs quantifiables, réalistes et assortis d'échéances précises. Ils ont notamment relancé les efforts de coopération au développement des pays de l'OCDE membres du Comité d'aide au développement (CAD) et redonné de la vigueur à leur engagement auprès des pays partenaires.

Le dernier *Rapport de suivi mondial* de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) (Banque mondiale et FMI, 2011) montre que le monde est en passe de réduire de moitié la population vivant avec moins d'un dollar par jour, même si les progrès sont inégaux d'un pays à l'autre. Le rapport du Groupe de travail sur les OMD (2008-11) et le rapport du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds d'équipement des Nations Unies (PNUD-FENU) (2010) rappellent que si du progrès a été accompli sur plusieurs fronts, d'importants manquements persistent. Ainsi, d'ici 2015, 17 pays africains n'atteindront pas l'objectif de réduction de moitié de la pauvreté extrême. Par ailleurs, atteindre le premier objectif Millénaire pour le développement (OMD 1) en diminuant de moitié la proportion de population vivant en dessous de 1.25 USD par jour n'est pas nécessairement un gage de succès définitif dans la lutte contre les nombreuses dimensions de la pauvreté. En effet, passer par exemple de 40 % à 20 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté absolue ne garantit pas que les OMD relatifs à la santé et l'éducation soient atteints, même si paradoxalement cela représente de la part du pays un progrès très significatif en matière de changement structurel. De fait, si le monde se rapproche des objectifs en termes de parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, l'EPU et d'accès à l'eau potable, des progrès restent à faire. De surcroît, les avancées sont trop lentes sur le front de la mortalité maternelle et infantile.

Plusieurs années après la conférence de Monterrey, le financement du développement reste un défi considérable pour la communauté internationale. Le paysage du financement du développement a évolué avec l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles sources de financement. Parallèlement, des efforts ont été consentis pour améliorer l'efficacité de la finance du développement. Le 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide a souligné dans ses conclusions la nécessité de dépasser cette seule question pour s'atteler aux défis d'un développement effectif. Ce constat est à l'origine des appels en faveur d'un nouveau Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.

Pour appuyer la poursuite du débat international sur le développement, y compris la réalisation des OMD, il importe de pouvoir apprécier l'ampleur financière des défis restants. Le tableau 1.1 passe en revue les estimations ou projections existantes du coût des OMD établies pour tous les pays en développement. Elles sont toutes très centrées sur l'APD alors que cette étude montre que l'ampleur des besoins financiers pour réaliser les OMD impose d'envisager d'autres sources de financement. Autant les pays membres du CAD se doivent de respecter leurs engagements en termes de volume et de l'efficacité de l'aide, autant il faut constater que la crise économique contraint les budgets et la politique de ces pays à l'horizon 2015, et que les OMD seront politiquement hors de portée si l'on s'en tient à la seule APD.

Tableau 1.1. **Précédentes estimations du coût des OMD**

	Coût annuel additionnel (estimation) (milliards USD courants)	Coût annuel additionnel (estimation) (milliards USD de 2009)	Notes
Nations Unies (2001)	50	61	Estimations tirées du rapport du Panel de haut niveau sur le financement du développement, présidé par Ernesto Zedillo.
Devarajan <i>et al.</i> (2002)	54-62	63-72	Premier calcul reposant sur le besoin de financement d'un groupe restreint de pays ; second calcul basé sur une estimation des coûts de santé, d'éducation et d'environnement. Il s'agit de deux estimations différentes qui ne doivent pas être additionnées.
	35-75	41-87	

Tableau 1.1. (suite)

	Coût annuel additionnel (estimation) (milliards USD courants)	Coût annuel additionnel (estimation) (milliards USD de 2009)	Notes
Projet du Millénaire (2005)	72-135	82-152	Fondés sur l'augmentation nécessaire de l'APD pour la période 2006-15, y compris au niveau des engagements des donateurs. Environ 22.7 milliards USD sur les 46.4 milliards alloués à l'APD en 2002 sont allés au financement des OMD, selon cinq études de cas (Bangladesh, Cambodge, Ghana, Tanzanie and Uganda).

Cette étude montre cependant que l'APD reste pour l'instant un élément indispensable de l'éventail des ressources pour le financement du développement pour les pays à faible revenu. Si l'amélioration du recouvrement des impôts permet de plus en plus de financer le développement dans tous les pays en développement, dans bon nombre de pays à faible revenu, les recettes fiscales restent insuffisantes pour assurer, dans un avenir proche, la réalisation des OMD. Dans ces pays-là, l'obtention de recettes additionnelles prendra du temps puisqu'elle exige un effort délibéré de renforcement des capacités institutionnelles. Autant l'objectif est clairement, à terme, l'émancipation de ces pays par rapport à l'aide, autant la séquence des politiques correspondante est cruciale. Pour ces pays en particulier, l'aide doit être impérativement maintenue – idéalement renforcée – et mise au service de la mobilisation des ressources domestiques.

En plus du financement, de multiples conditions doivent être réunies pour assurer la réalisation des OMD. En fin d'analyse, la question des réformes des politiques dépasse probablement en importance celle de la question du pur financement et il faut se garder de conclure qu'un manque à financer implique que la réponse la plus efficace prend automatiquement la forme d'une augmentation quantitative des ressources correspondantes. La qualité insuffisante des dépenses publiques reste pour les pays en développement un obstacle majeur à la satisfaction des aspirations de la population. Ces pays ont besoin d'institutions compétentes capables de concevoir, mettre en œuvre et évaluer les politiques, en instaurant notamment de solides modalités de gestion des dépenses publiques à tous les échelons du gouvernement, mais en adoptant une politique budgétaire garantissant la pérennité des OMD.

Finalité de l'étude

L'année 2015, date de l'échéance fixée pour la réalisation des OMD, approche alors que le contexte économique et politique mondial est radicalement différent de celui qui prévalait quand les objectifs ont été énoncés en 2000. La nature de la coopération au développement a changé. Cela tient à l'émergence de nouveaux pôles de croissance dans les pays en développement mais aussi à la récession et aux appels de plus en plus nombreux à l'austérité budgétaire dans les pays riches. En partie par obligation, les sources du financement du développement se sont diversifiées pour recouvrir la coopération et les flux commerciaux et d'investissement Sud-Sud, en plein essor. Bien que l'aide et la coopération au développement jouent toujours un rôle catalytique important, de plus en plus d'observateurs admettent que l'aide seule ne peut réduire la pauvreté et favoriser le développement. Un certain nombre de pays ont aussi amélioré leurs capacités de recouvrement des impôts et de mobilisation d'autres ressources intérieures au service du développement. Ainsi sur le continent africain, les recettes fiscales sont déjà dix fois supérieures à l'APD, même si cette moyenne masque de profondes variations d'un pays à l'autre (BAfD, OCDE et CEA, 2010).

Dans ce nouveau contexte, il est opportun de réviser les estimations du coût financier des OMD que les organismes de coopération au développement ont produites au début des années 2000. Par ailleurs, il est également temps d'offrir un angle d'analyse nouveau concernant les capacités des pays à financer par eux-mêmes les investissements additionnels requis. Le document de travail n° 306 (Atisophon *et al.*, 2011) du Centre de développement de l'OCDE fournit ces éléments, en proposant de nouveaux ordres de grandeur des niveaux de dépenses nécessaires à la réalisation des OMD d'ici 2015. La présente étude du Centre de développement entend diffuser plus largement ces résultats et mettre en lumière les implications pour les options politiques envisageables en fonction de ces estimations. Les aspects méthodologiques sont résumés dans cette étude, mais le lecteur est invité à consulter le document de travail et ses annexes pour des informations techniques détaillées.

L'ambition de cette étude est de proposer une estimation des ordres de grandeur des besoins financiers pour atteindre les OMD dans les pays en développement considérés ensemble et de les comparer aux ressources disponibles en interne et auprès des partenaires extérieurs. L'objectif est de mieux appréhender l'ampleur financière des difficultés que de nombreux pays continuent de rencontrer. À cet effet, cet étude présente des ordres de grandeur de ce que coûterait la réalisation des OMD. En fait, même si le montant n'est

pas élevé au point d'être irréaliste, il ne s'en situe pas moins d'un ordre de grandeur supérieur au volume des ressources politiquement mobilisables par la seule coopération au développement dans la situation budgétaire actuelle.

Les estimations que cette étude présente sont utiles pour dresser le tableau des défis financiers que posent les OMD et des ressources et moyens disponibles pour les atteindre. En revanche, ces chiffres doivent être interprétés comme des ordres de grandeur et ne doivent pas être considérés comme des estimations fines, surtout au niveau national, des dépenses publiques nécessaires à la réalisation d'OMD particuliers. La modélisation du coût de la réalisation des OMD comporte de nombreuses difficultés en termes de méthodologie et de données. Devarajan *et al.* (2002) ont clairement insisté sur la prudence requise dans l'interprétation de leurs propres estimations du coût des OMD, soulignant par ailleurs que les intrants monétaires ne sont pas les seuls obstacles – et pas nécessairement les plus importants – à la réalisation des OMD. De plus, la situation à ce sujet peut varier notablement d'un pays à un autre. Il est important de garder conscience en estimant le coût financier des OMD que le rapport entre intrants et résultats est souvent incertain et que les questions d'absorption et de prestation posent des problèmes dans les pays en développement. S'il est une leçon à retenir de cet exercice d'estimation du coût des OMD, c'est l'importance de replacer le débat dans le cadre plus large de la qualité des politiques et des institutions publiques.

Le reste de l'étude est organisé comme suit :

- le chapitre 1 propose un tableau d'ensemble du coût de la réalisation des OMD à l'horizon 2015 ;
- le chapitre 2 s'intéresse de plus près aux coûts de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration de la santé et de l'éducation dans les pays en développement ;
- le chapitre 3 passe en revue les moyens dont dispose la communauté du développement pour réaliser les OMD dans les années à venir, à la fois en termes de financement du développement actuellement disponible et d'apports sur lesquels raisonnablement compter pour satisfaire les besoins des pays en développement ;
- le chapitre 4 conclut ce travail par un résumé des grandes options politiques envisageables pour la communauté internationale, en fonction des ordres de grandeur discutés ici, sachant qu'il faut entretenir la dynamique sous-tendant les OMD jusqu'à l'échéance de 2015 et au-delà.

L'ordre de grandeur global du défi (la question à 120 milliards USD)

Deux séries distinctes d'estimations du coût des OMD sont proposées afin d'évaluer l'ordre de grandeur des ressources nécessaires à leur réalisation. La première série d'estimations, dites « descendantes », part du principe que « la marée montante soulève tous les bateaux » et qu'une croissance économique suffisamment soutenue peut stimuler un développement durable, en particulier pour les aspects du développement humain couverts par les OMD. La seconde série d'estimations, dites « ascendantes », repose elle sur un argument simple : le fait d'améliorer les dépenses publiques pour les services peut conduire à la réalisation des OMD. Dans les deux cas, le lien implicite établi entre les flux financiers et les résultats sociaux relève d'un raisonnement schématique puisque le rapport entre le coût estimé et les progrès attendus reste évidemment imprécis. Pour autant, ces estimations jouent bien le rôle modeste qui est le leur et qui consiste à fournir, globalement, un point de départ utile pour appréhender le volume de ressources à mobiliser dans les pays et la nature des réformes politiques à mener. En corollaire, les réformes politiques peuvent et doivent jouer un rôle clé pour rendre la croissance plus inclusive et plus conductrice au développement social, d'un côté, et pour améliorer la qualité de la dépense publique et la pérennité de son impact sur la croissance, d'un autre côté.

Les estimations « descendantes » du manque à financer sont des cibles à échéance fixe censées garantir la réalisation des OMD de manière durable. Les coûts « ascendants » des prestations sociales liées aux OMD sont quant à eux censés être maintenus au-delà de 2015 pour pérenniser la réalisation des OMD. Ces deux séries d'estimations ne peuvent pas être additionnées pour un pays donné, au risque de compter deux fois le coût de la réalisation des OMD. La finalité avouée de l'approche du manque à financer est d'entraîner les économies dans une trajectoire de croissance autonome de manière à éviter le piège de la pauvreté au sens multidimensionnel, c'est-à-dire y compris dans ses dimensions ayant trait à la santé et l'éducation etc. Les estimations du manque à financer – certes imprécises – peuvent permettre d'apprécier de manière approximative le volume des besoins de capitaux requis pour doper la croissance et parvenir à un rythme suffisant pour alimenter cette croissance autonome. Ainsi, l'approche descendante postule que la croissance autonome permet d'adresser tous les OMD à la fois et de manière pérenne. À l'inverse, une chute des dépenses publiques visant le développement social peut s'accompagner d'une recrudescence de la pauvreté, du recul de la scolarisation et d'une résurgence de la mortalité maternelle et infantile et des maladies

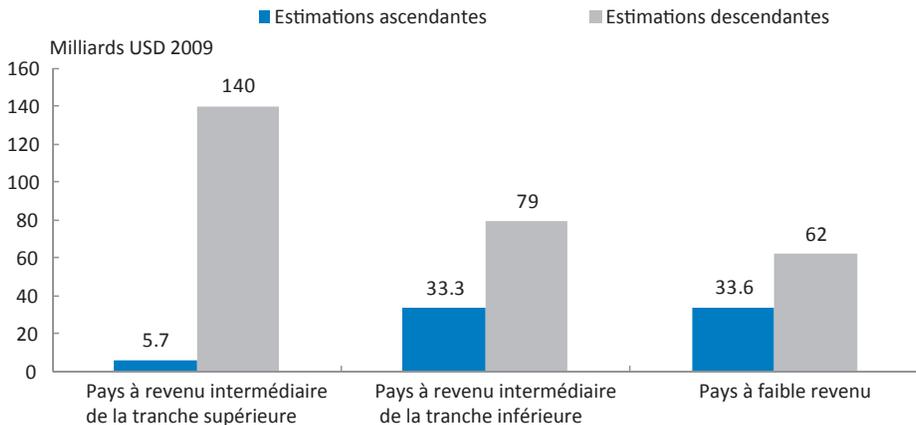
pandémiques, ruinant les progrès obtenus sur le front des OMD. Les limites et les avantages de ces deux approches méthodologiques sont discutés en détail dans Atisophon *et al.* (2011).

Sur une base annuelle, les estimations de coût pour la réalisation des OMD à travers la prestation de services pour le développement (mesures ascendantes) sont inférieures à celles des besoins en capitaux pour obtenir le taux de croissance nécessaire à la réalisation des OMD (mesures descendantes). La figure 1.1 montre que les calculs descendants des manques à financer parviennent à plus de 280 milliards USD de ressources additionnelles par an pour atteindre les OMD. L'essentiel de cette estimation devrait concerner les pays à revenu intermédiaire. Si l'on adopte une approche descendante pour ces pays, on obtient une augmentation annuelle de 220 milliards USD. Cet ordre de grandeur plaide à lui seul pour l'adoption d'une approche ascendante plus directe de la lutte contre la pauvreté et de la réalisation des objectifs en matière d'éducation et de santé dans les pays à revenu intermédiaire, par le biais de transferts et de dépenses. Cette approche permet de ramener le niveau des coûts à 40 milliards USD par an dans les pays à revenu intermédiaire. De fait, les calculs relatifs aux services sociaux conduisent à un chiffre global de l'ordre de dizaines de milliards USD, alors que le besoin de financement calculé est de l'ordre de centaines de milliards de dollars.

La raison fondamentale pour laquelle l'approche ascendante est systématiquement plus onéreuse sur base annuelle que l'approche descendante est que son postulat suppose que la distribution des revenus est maintenue constante. Dès lors, elle requiert que l'intégralité de la société progresse afin de sortir la moitié de la population vivant en-dessous du seuil de la pauvreté absolue. Ce faisant, en supposant par exemple une part constante du PIB dépensée pour la santé et l'éducation constante, l'approche descendante adresse de manière pérenne tous les OMD et non seulement l'objectif de diminution par deux de la pauvreté extrême (OMD 1). En revanche, l'approche ascendante adresse directement les OMD relatifs à la pauvreté, à l'éducation et la santé à un niveau de développement économique constant. L'approche ascendante est ainsi *a priori* plus effective en termes de coûts mais suppose par contre la continuation des transferts et des dépenses correspondantes à jamais. Bien sûr, ces deux approches sont schématiques et la réalité du développement beaucoup plus complexe. Par exemple, il y a des modes de croissance qui sont plus inclusifs que d'autres et donc moins onéreux en terme de réalisation des OMD. Par ailleurs, des dépenses et des transferts bien ciblés peuvent avoir des externalités sur d'autres aspects du développement social et même contribuer à la croissance. Mal conçus, cependant, les transferts et dépenses publiques

peuvent évidemment être nocifs pour la croissance. L'objectif méthodologique de cette étude est évidemment beaucoup plus humble et consiste à évaluer une enveloppe de coût par type générique de politiques pour atteindre les OMD.

Figure 1.1. Comparaison des estimations descendantes et des estimations ascendantes, par groupe de revenu (montants annuels)

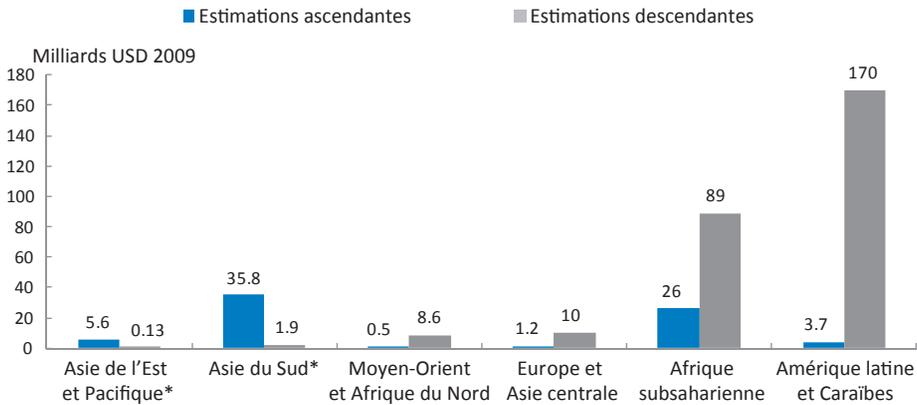


Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593211>

Les ordres de grandeur des coûts des OMD estimés varient considérablement d'une région à l'autre, comme le montre la figure 1.2. D'après les résultats de l'approche descendante, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud ont un manque à financer minime en matière de capitaux additionnels pour parvenir aux taux de croissance visés pour atteindre les OMD de manière pérenne. C'est là un signe des progrès importants accomplis dans ces régions ces dix dernières années sur le front de l'OMD 1. En Asie du Sud, les besoins en termes de santé sont en revanche conséquents et concentrés dans un nombre restreint de pays à large population. Le chapitre 2 revient plus en détail sur cette question. Pour leur part, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Afrique subsaharienne ont besoin d'un niveau significatif de capitaux additionnels pour obtenir une croissance suffisante afin de réaliser les OMD de manière durable.

Figure 1.2. Comparaison des coûts ascendants et des coûts descendants, par région (montants annuels)



Note : *Les transferts pour la lutte contre la pauvreté sont calculés pour 35 pays en mauvaise posture pour réaliser l'OMD 1 selon les calculs du besoin de financement (hors Asie du Sud-est et Pacifique).

Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593230>

Dans certains pays en développement, des augmentations significatives du financement du développement sont pratiquement sans effets sur les OMD. Pour ces pays, le recours à une approche descendante est exorbitant et n'a que peu de sens du point de vue de la réalisation des OMD. Ainsi, la Colombie et le Venezuela ne sont ni les pays qui comptent le plus grand nombre de pauvres dans le monde ; ni même ceux où les pauvres constituent la majorité de leur population. Par contre, ces pays à revenu intermédiaire font partie des pays les plus inégalitaires et ont été dans le passé parmi les moins réactifs aux investissements et à l'aide ; si l'on en croit les données de long terme pour la période 1990-2015. C'est la raison pour laquelle une stratégie ascendante de transferts et de prestation de services sociaux est adoptée dans leur cas.

Le rôle des inégalités ne peut être sous-estimé quand on veut expliquer le manque à financer conséquent qui caractérise l'Amérique latine. Outre le manque de productivité des dépenses en capital, ces pays connaissent aussi une très faible élasticité de la réduction de la pauvreté à la croissance. Cela tient au fait que des inégalités marquées oblitérent l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté (Bourguignon, 2003). Dans le cas de la Colombie par exemple, l'inégalité des revenus implique que l'approche descendante devrait accorder, par l'intermédiaire de la croissance, 462 000 USD aux plus riches pour que l'équivalent de 8 800 USD aillent aux plus pauvres en faisant l'hypothèse d'une distribution des revenus constante. En conséquence, les réformes visant à atténuer les inégalités et à améliorer la productivité des flux de capitaux

dans ces pays diminueraient leur manque à financer de manière significative et représentent donc une priorité en termes de développement.

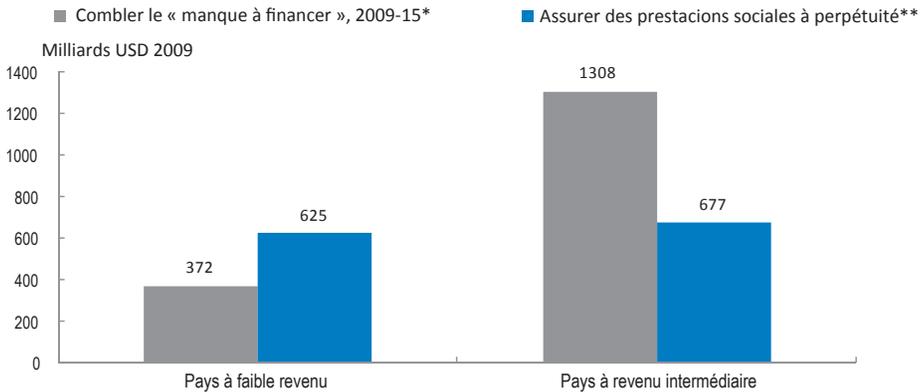
Pourtant, il est fondamentalement différent – et *a priori* préférable – de vouloir réduire la pauvreté en augmentant la croissance que d'améliorer les résultats en termes de lutte contre la pauvreté, de santé et d'éducation en augmentant les transferts et les dépenses publiques. De même, il existe une différence fondamentale entre le fait de réduire la pauvreté en dopant la croissance et de réduire la pauvreté en redistribuant les revenus aux populations pauvres : à partir du moment où les revenus augmentent grâce à la croissance, ils sont bien moins susceptibles de retomber lourdement même dans le cas d'un affaiblissement de la croissance. À l'inverse, les dépenses d'éducation et de santé et les transferts visant à réduire la pauvreté doivent être maintenus sinon la santé de la population se dégradera, les enfants ne resteront pas scolarisés et les bénéficiaires des allocations replongeront dans la misère. Ainsi, dans les pays où elle est moins onéreuse, l'approche descendante est privilégiée dans nos calculs par rapport à l'approche ascendante.

En pratique, il est clair que l'approche ascendante peut parfois être profitablement combinée avec l'approche descendante et *vice versa*. Un système fiscal efficace et progressif peut rendre plus abordable le montant de financement nécessaire pour s'attaquer à la pauvreté par le biais de la croissance. Inversement, la croissance rend généralement les dépenses sociales plus abordables pour le Trésor public. Dans le même ordre d'idée, la pauvreté étant clairement multidimensionnelle, il y a souvent des synergies entre les dépenses pour l'éducation, la santé et pour la lutte contre la pauvreté extrême. Capturer ce genre d'effets nécessite bien évidemment des données très riches, souvent indisponibles dans les pays en développement suivant la fiabilité requise, et une modélisation sophistiquée au niveau d'un pays individuel. Ceci est en dehors du champ de notre étude mais que nous l'identifions comme terrain de recherche potentiellement très riche en enseignements. Voilà pourquoi le développement de données statistiques de qualité dans les pays en développement est une priorité.

Pour les pays à faible revenu, combler le besoin de financement revient de fait moins cher au cours du temps. Pour les pays à revenu intermédiaire, c'est la réalisation des OMD par le biais de la prestation de services qui est moins coûteuse à terme. La figure 1.3 compare le coût total des investissements destinés à combler le manque à financer jusqu'à l'échéance de 2015 avec le coût des transferts et dépenses liés aux OMD s'ils sont maintenus indéfiniment. Le total des apports de capitaux requis pour combler le manque à financer dans les pays à faible revenu, un peu plus de 370 milliards USD, correspond à un peu

plus de la moitié de la valeur actuelle nette des dépenses courantes consacrées aux services sociaux liés aux OMD, soit 625 milliards USD. À l'inverse, la valeur actualisée des flux requis pour réaliser les OMD à travers des transferts et des dépenses liés aux OMD dans les pays à revenu intermédiaire, à presque de 680 milliards USD, correspond à moins de la moitié du manque à financer dans ces pays, estimé à environ 1 300 milliards USD.

Figure 1.3. Total des apports de capitaux requis



Notes :

* Selon un scénario de comblement du manque à financer pendant les six années jusqu'à 2015, en posant l'hypothèse supplémentaire que l'accélération du taux de croissance devient pérenne au-delà de cette échéance.

** Les dépenses totales pour les prestations sociales sont ici actualisées par un facteur de 5.9 % (LIBOR moyen à six mois aux États-Unis pour la période 1980-2012 ; voir FMI [2011]), en posant donc l'hypothèse que ces dépenses sont maintenues après 2015.

Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593249>

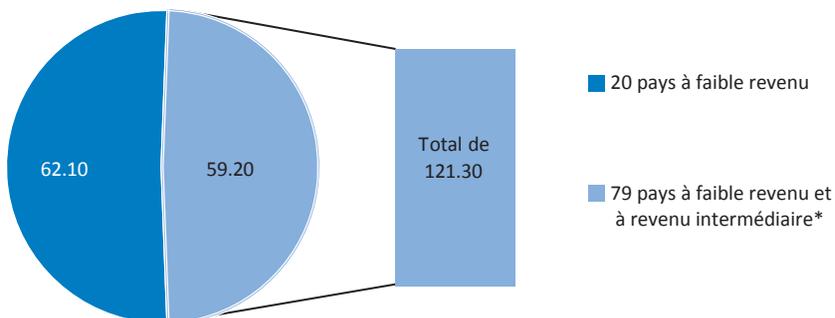
En s'appuyant sur les estimations du manque à financer des pays à faible revenu et en s'attachant aux coûts des dépenses et des transferts ciblés dans les pays à revenu intermédiaire, la réalisation des six premiers OMD exigerait de mobiliser à l'échelle globale environ 120 milliards USD³. En prenant la même année de référence pour comparaison, l'APD s'élevait en 2009 à environ 108 milliards USD. L'APD inclut cependant des éléments ayant peu à voir directement avec les OMD, tels que les coûts administratifs, les coûts imputés des étudiants et le soulagement de la dette. L'aide programmable par pays, qui identifie le sous-ensemble de l'APD susceptible de programmation au niveau des pays et pour lesquels les pays donateurs préparent généralement un plan de dépense, s'élevait quant à elle à environ 64 milliards USD la même année. Le coût financier incrémental de la réalisation des OMD est donc un peu

moins du double des flux actuels d'aide programmable par pays et également le double de l'augmentation possible des rentrées fiscales estimées dans cette étude pour les pays en développement. Si les flux d'aide devaient à eux seuls adresser le coût des OMD et si le rapport de l'aide programmable par pays à l'APD est maintenu constant aux alentours de 53 %, on peut donc considérer qu'il faudrait l'équivalent d'un apport incrémental d'environ 225 milliards USD d'APD, ce qui correspondrait à quasiment tripler l'APD actuelle. Si on suppose que l'aide humanitaire contribue au financement du développement, son inclusion impliquerait un accroissement requis pour l'APD légèrement moins impressionnant mais néanmoins toujours aussi peu politiquement inenvisageable dans les circonstances actuelles.

Le coût total de la réalisation des six premiers OMD peut être scindé en deux : un peu plus de 60 milliards USD de manque à financer à combler dans 20 pays à faible revenu et un peu moins de 60 milliards USD de dépenses de services sociaux liés aux OMD dans 79 autres pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire, comme l'illustre la figure 1.4. Cet ordre de grandeur correspond au manque à financer que ces 20 pays à faible revenu auraient besoin de combler jusqu'en 2015 pour atteindre le taux de croissance nécessaire à la réalisation pérenne des OMD. Pour les autres pays à faible revenus et les pays à revenu intermédiaire, cet ordre de grandeur correspond à la somme des transferts monétaires nécessaires pour soutenir suffisamment les revenus afin de réduire par deux la population vivant avec moins d'un dollar par jour (OMD 1) et au coût des dépenses liées à la réalisation des OMD en matière d'éducation et de santé (OMD 2 ; 4-6).

Figure 1.4. **Estimations du coût total des OMD** (montants annuels)

Milliards de dollars (USD) 2009



Note: * Dépenses de transferts d'argent, d'éducation et de santé.

Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593268>

Notes

1. Pays dont le revenu annuel par habitant est inférieur à environ 1 000 USD.
2. Pays dont le revenu annuel par habitant est inférieur à environ 12 000 USD.
3. Il n'est tenu compte que des OMD 1-6, qui sont scindés dans cette étude en trois grandes catégories pour étudier la pauvreté monétaire (OMD 1), la santé (OMD 4, 5 et 6) et l'éducation (OMD 2 et 3). L'égalité entre les sexes est donc considérée comme un problème « d'éducation » parce que l'une des cibles de l'OMD 3 concerne l'égalité entre les sexes dans l'enseignement primaire. Cette approche n'est pas parfaite mais elle a le mérite de pouvoir être généralisée pour le plus grand nombre possible de pays.

Références

- ATISOPHON, V., J. BUEREN, G. DE PAEPE, C. GARROWAY et J.-P. STIJNS (2011), "Revisiting MDG Cost Estimates from a Domestic Resource Mobilisation Perspective", *Working Paper* n° 306, Centre de développement de l'OCDE, Paris.
- BAFD, OCDE et CEA (2010), *Perspectives économiques en Afrique 2010 – La mobilisation des ressources publiques et l'aide*, Banque africaine de développement, Tunis et OCDE, Paris.
- BANQUE MONDIALE ET FMI (2011), *Global Monitoring Report – Improving the Odds of Achieving the MDGs – Heterogeneity, Gaps, and Challenges*, Banque mondiale et FMI, Washington, DC
- BOURGUIGNON, F. (2003), "The Growth Elasticity of Poverty Reduction: Explaining Heterogeneity across Countries and Time Periods", in T.S. Eicher and S.J. Turnovsky (editors) *Inequality and Growth: Theory and Policy Implications*, MIT Press, pp. 3-26
- DEVARAJAN, S., M.J. MILLER et E.V. SWANSON (2002), "Goals for Development: History, Prospects and Costs", *Working Paper* n° 2819, Banque mondiale, Washington, DC.
- NATIONS UNIES (2001), "Report of the High-Level Panel on Financing for Development", Nations Unies, New York, NY.
- PNUD-FENU (2010), *Scaling-up Support for the MDGs at the Local Level: A Global Programme Partnership Proposal*, PNUD-FENU, New York, NY.

Bibliographie

- DOMAR, E. (1946), "Capital Expansion, Rate of Growth, and Employment", *Econometrica*, vol. 14, n° 2, avril, pp. 137-147.

- EASTERLY, W. (2006a), "The Big Push Déjà Vu: A Review of Jeffrey Sach's *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*", *Journal of Economic Literature*, vol. 44, Issue 1, mars, pp. 96-105.
- EASTERLY, W. (2006b), *The White Man's Burden: Why the West's Efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill And So Little Good*, Penguin Press, New York, NY.
- GUILLAUMONT, P. et S. GUILLAUMONT JEANNENEY (2007), "Big Push versus Absorptive Capacity: How to Reconcile the Two Approaches", *Discussion Paper* n° 2007/05, UNU-WIDER, Helsinki.
- HARROD, R.-F. (1939), "An Essay in Dynamic Theory", *The Economic Journal*, vol. 49, n° 193, mars, pp. 14-33.
- NATIONS UNIES (2002), "Consensus de Monterrey de la Conférence internationale sur le Financement du développement", Texte final des accords et engagements adoptés à la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey, Mexique, 18-22 mars 2002, Nations Unies, New York, NY.
- REDDY, S. et A. HEUTY (2005), "Peer and Partner Review: A Practical Approach to Achieving the Millennium Development Goals", *Journal of Human Development and Capabilities*, vol. 6, n° 3.
- REDDY, S. et A. HEUTY (2006), "Achieving the Millennium Development Goals: What's Wrong with Existing Analytical Models?", *DESA Working Paper*, n° 30. Nations Unies, New York, NY.
- ROSTOW, W.-W. (1956), "The Take-Off into Self-Sustained Growth", *The Economic Journal*, Vol. 66, n° 261, The Royal Economic Society, pp. 25-48.
- ROSTOW, W.-W. (1959), "The Stages of Economic Growth", *The Economic History Review*, New Series, vol. 12, n° 1, pp. 1-16.

Chapitre 2

Le coût des interventions pour combattre la pauvreté et améliorer l'éducation et la santé

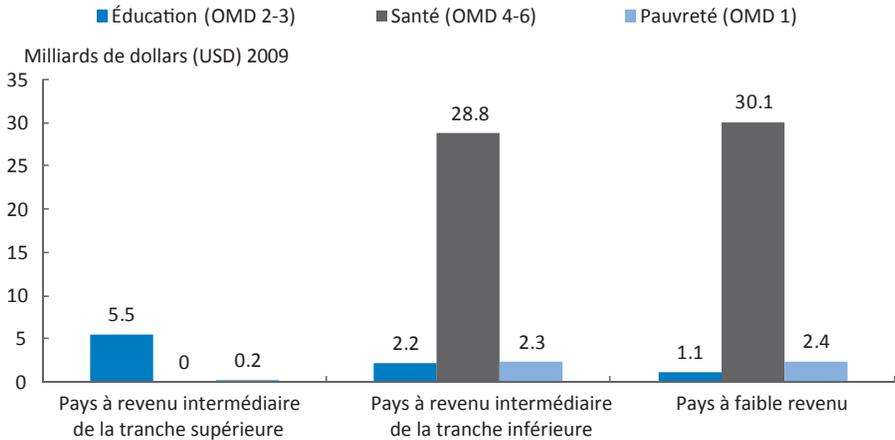
Résumé

L'estimation (ascendante) du coût global des transferts ciblés pour hisser la moitié des pauvres au-dessus du seuil de pauvreté extrême (l'OMD 1) est de près de 5 milliards USD. Pour atteindre l'enseignement primaire universel (EPU – l'OMD 2), il faudrait dépenser près de 9 milliards USD et, en moyenne, les pays concernés devraient accroître leurs dépenses d'éducation d'un peu plus de 7 %. C'est en Afrique subsaharienne que l'effort requis dans le domaine de l'éducation sera le plus difficile (plus de 20 %), mais le plus fort déficit de dépenses (près de 8 milliards USD) concerne les pays à revenu intermédiaire. Les coûts les plus importants sont associés à la santé (les OMD 4-6) dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ils s'établissent à près de 60 milliards USD, avec une ventilation régionale de près de 40 milliards pour l'Asie du Sud et de 20 milliards pour l'Afrique subsaharienne. L'estimation des coûts de l'OMD 3, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, est partiellement couverte par l'EPU (l'OMD 2). En revanche, cette étude n'est pas en mesure de chiffrer le coût de la préservation de l'environnement (l'OMD 7) et part du principe que le partenariat global au développement (l'OMD 8) est l'outil par excellence pour répondre aux coûts identifiés et non un coût additionnel en tant que tel.

Alors que le premier chapitre traite de l'enveloppe globale de coût de la réalisation des OMD, ce chapitre procède à une décomposition de ce coût par type d'OMD relatifs à la pauvreté, la santé et l'éducation. L'objectif principal est d'identifier quel est le type d'OMD qui représente le défi le plus conséquent en termes de coûts et les pays où un type d'OMD spécifique se révèle être le plus onéreux à adresser, à la fois en termes de catégories de revenus et de régions. Le présent chapitre se focalise donc sur l'approche ascendante car l'approche descendante adresse tous les OMD à la fois et ne permet donc pas une décomposition par objectif.

Ce sont, et de loin, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui voient le coût de la réalisation des OMD en matière de santé le plus élevé. La figure 2.1 montre l'estimation (ascendante) des coûts pour atteindre directement les OMD à travers des transferts et des dépenses, par groupe de revenu. La réalisation des OMD en matière de santé dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure devrait coûter autour de 30 USD pour chacun des deux groupes de pays. Pris ensemble, ces coûts représentent donc pratiquement 60 milliards USD – soit un peu moins que l'équivalent des 64 milliards USD d'aide programmable nette par pays que le CAD de l'OCDE déboursait en 2009. À l'inverse, les coûts ascendants de la réalisation de l'EPU sont nettement plus faibles, un peu moins de 9 milliards USD pour tous les pays en développement. Et, pour les pays à faible revenu, d'à peine un peu plus d'1 milliard USD, ce qui correspond à une fraction de l'aide programmable actuelle par pays. Les coûts de la lutte contre la pauvreté à travers des transferts ciblés, à moins de 5 milliards USD, sont plus faibles quoique du même ordre de grandeur que les coûts de la réalisation des OMD en matière d'éducation. Ce sont dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qu'ils sont les plus importants. Ils se répartissent entre les deux groupes de manière approximativement égale.

Figure 2.1. Coût de la réalisation des OMD en matière de pauvreté, de santé et d'éducation, par groupe de revenu (montants annuels)

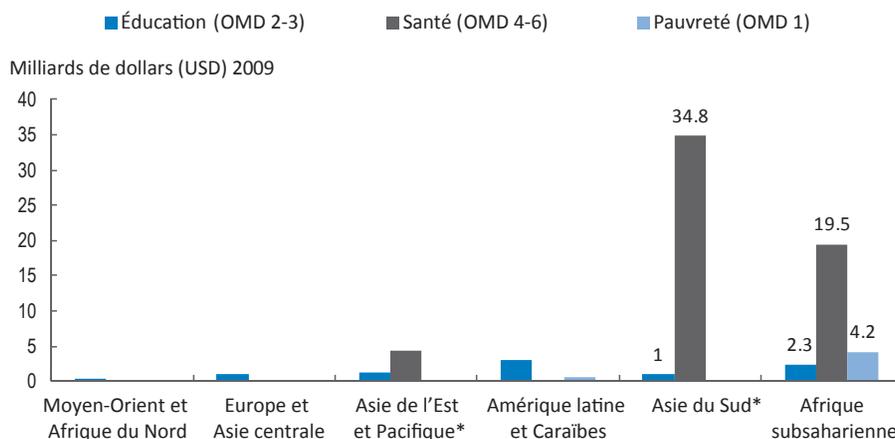


Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593287>

En termes de répartition géographique, c'est en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne que les coûts de réalisation des OMD en matière de santé sont de loin les plus élevés. La figure 2.2 montre la répartition des coûts par région. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, les coûts s'élèveraient respectivement à 35 et 20 milliards USD environ. Pris ensemble, cela correspond donc à peu près à 55 milliards USD, soit un peu moins de l'équivalent de l'aide programmable par pays versée en 2009 (64 milliards USD). Les coûts pour la réalisation de l'EPU sont d'un ordre de grandeur moindre, autour de 1 milliard USD en Asie du Sud et de 2 milliards USD en Afrique subsaharienne. Les coûts de la lutte contre la pauvreté à travers des transferts (l'approche de l'écart de la pauvreté) sont largement concentrés en Afrique subsaharienne et représentent un peu plus de 4 milliards USD.

Figure 2.2. Coût de la réalisation des OMD en matière de pauvreté, de santé et d'éducation, par région (montants annuels)



Note : * Les transferts pour la lutte contre la pauvreté sont calculés pour 35 pays en mauvaise posture pour réaliser l'OMD 1 selon les calculs du besoin de financement (hors Asie du Sud-est et Pacifique).

Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593306>

Le point sur la pauvreté

Le total des coûts des transferts aux pauvres permettant de hisser la moitié d'entre eux au-dessus du seuil de pauvreté absolue (OMD 1) est estimé à un peu moins de 5 milliards USD. L'encadré 2.1 discute de la méthodologie sous-tendant ces estimations alors que la figure 2.3 montre leur répartition par catégorie de revenu et par région. Les coûts les plus élevés en valeur absolue se répartissent plus ou moins également entre les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure affichent en général un écart de la pauvreté bien moindre que les pays des deux autres groupes – un résultat contraire à l'ampleur du besoin estimé selon l'approche descendante (voir le chapitre 1). De fait, dans les pays fortement inégalitaires, il est bien moins coûteux de remédier à la pauvreté par des mesures directes que d'essayer de faire progresser suffisamment l'ensemble de l'économie nationale pour sortir les membres les plus pauvres de la société de la pauvreté. C'est en Afrique subsaharienne et, dans une moindre mesure, en Amérique latine, que le coût pour diminuer par deux la proportion de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté extrême par des transferts ciblés est le plus élevé.

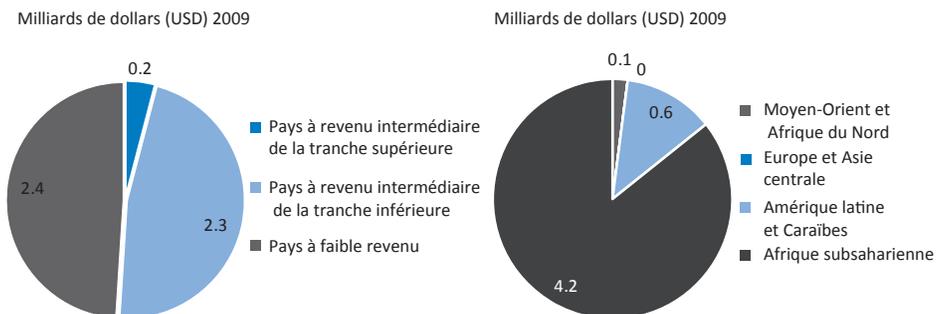
Encadré 2.1. L'approche de l'écart de la pauvreté pour calculer les transferts aux pauvres (OMD 1)

L'indice d'écart de la pauvreté (Foster *et al.*, 1984) mesure l'écart proportionnel moyen séparant une population donnée du seuil de pauvreté. Cette approche permet de quantifier le total des transferts requis pour éradiquer la pauvreté dans un pays donné et pour une distribution de revenu donnée. L'écart de la pauvreté se calcule facilement à partir des paramètres de la courbe de concentration de Lorenz, de l'indice numérique de pauvreté, du revenu moyen et du seuil de pauvreté (Datt, 1998).

L'écart de la pauvreté étant la mesure du transfert nécessaire pour éradiquer la pauvreté, il est possible de comparer une base de référence pour l'écart de pauvreté en 2015 (basée sur les dernières projections des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI) avec l'écart de pauvreté auquel on s'attendrait en 2015 si l'OMD 1 était atteint. La différence entre ces deux montants est le transfert annuel total qui serait nécessaire pour réduire la pauvreté par une moitié de son niveau de 1990.

Le lecteur pourra se reporter aux travaux d'Atisophon *et al.* (2011) pour plus de détails sur la méthode de calcul sous-tendant ces estimations.

Figure 2.3. Mesure des transferts ciblés pour la pauvreté (OMD 1), par groupe de revenu et par région (montants annuels)



Note : * Les transferts pour la lutte contre la pauvreté sont calculés pour 35 pays en mauvaise posture pour réaliser l'OMD 1 selon les calculs du besoin de financement (hors Asie du Sud-est et Pacifique).

Source : Calculs des auteurs.

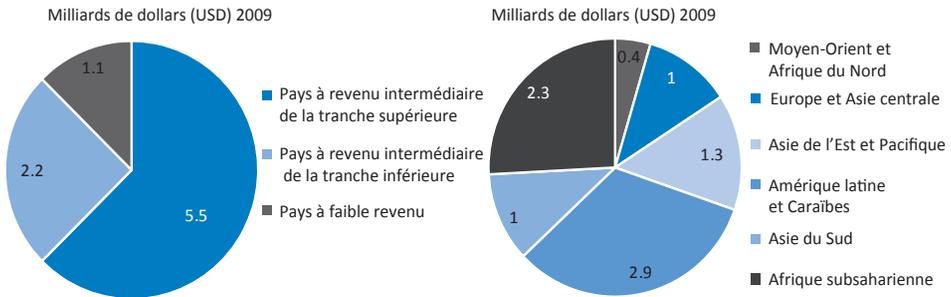
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593325>

Le chiffre de 5 milliards USD estimé sur base de l'écart de la pauvreté doit être pris comme une sous-évaluation des coûts de la réalisation de l'OMD 1 plutôt que comme une proposition concrète pour les transferts monétaires à effectuer à cet effet. Les transferts implicites dans cette approche de l'écart de la pauvreté reposent sur une hypothèse de ciblage parfait et ne tiennent pas compte des coûts administratifs ou de transaction. A titre indicatif, si l'on suppose un coût administratif de l'ordre de 10 % et un taux de déperdition de l'ordre de 40 %, il faudrait doubler l'estimation du coût financier à 10 milliards, pour qu'un tel système de sécurité social ciblé permette d'atteindre l'OMD 1 dans les pays ne l'ayant pas encore rencontré. Par ailleurs, de telles estimations supposent que les transferts individuels sont destinés aux pauvres les plus proches du seuil de pauvreté. Ceux-ci ne concerneront donc que la fraction la moins onéreuse de pauvres à soulager pour garantir une réduction de moitié de l'indice de pauvreté. En tant que tels et malgré leur utilité sur le front de la pauvreté, ces transferts pourraient contribuer à creuser les inégalités. De fait, le groupe des pauvres – ceux qui restent pauvres après les transferts – serait plus pauvre (il s'écarterait en moyenne du seuil de pauvreté) que le groupe de pauvres ne l'était dans son ensemble avant les transferts. Pour autant, nos estimations montrent que même en ajoutant les frais bruts administratifs habituels, les transferts visant à remédier à la pauvreté dans les pays en développement sont d'un ordre de grandeur gérable au plan mondial.

Le point sur l'éducation

Il faudrait mobiliser un peu moins de 9 milliards USD supplémentaires pour atteindre l'enseignement primaire universel (EPU) en 2015. Le déficit de dépenses le plus marqué (un peu plus de 5 milliards USD) concerne les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, devant ceux de la tranche inférieure (un peu plus de 2 milliards USD). L'encadré 2.2 discute de la méthodologie sous-tendant ces estimations alors que la figure 2.4 montre leur répartition par catégorie de revenu et par région. L'Amérique latine et les Caraïbes devront consentir l'effort le plus important par rapport aux dépenses de référence, avec près de 3 milliards USD, du fait en grande partie d'un coût unitaire supérieur dans l'enseignement primaire. L'Afrique subsaharienne arrive en deuxième position, avec un déficit de dépenses d'un peu plus de 2 milliards USD. Ces deux régions prises ensemble représentent près de 60 % de toutes les dépenses additionnelles requises pour atteindre l'EPU en 2015.

Figure 2.4. Mesure des besoins en termes d'éducation (OMD 2-3), par groupe de revenu et par région (montants annuels)



Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593344>

Pris ensemble, les pays ayant un déficit de dépenses d'éducation pour atteindre l'EPU devraient rehausser celles-ci de plus de 7 % par rapport aux dépenses actuelles. Présenté ainsi, l'effort semble conséquent mais réalisable du moins à terme. À certains égards, ces estimations représentent le haut de la fourchette en termes de coûts. Afin de prévoir les dépenses publiques de référence, l'hypothèse est faite que les dépenses publiques réelles par élève du primaire jusqu'en 2015 restent les mêmes qu'en 2009. Ce n'est pas faire preuve d'un optimisme exagéré que de supposer le maintien de la dynamique sous-tendant l'augmentation des taux de scolarisation en primaire dans les années à venir. En outre, lorsque la réalisation d'autres OMD est menée en parallèle, le coût de la réalisation de l'EPU peut diminuer. Ainsi, quand on réduit significativement la pauvreté, le salaire d'acceptation pour les enfants dans la tranche d'âge pour l'enseignement primaire joue un rôle amoindri, contribuant à augmenter les taux nets de scolarisation à un niveau donné d'éducation. En effet, maintenir les enfants scolarisés en primaire jusqu'à ce qu'ils achèvent ce cycle est une contrainte importante pour les ménages obligés d'envisager d'autres options – en faisant travailler les enfants à l'extérieur ou pour l'économie familiale.

Pour autant, les dépenses nécessaires par élève tendent à augmenter à mesure qu'un pays se rapproche d'une scolarisation universelle. Ainsi, la scolarisation dans les zones reculées est généralement plus difficile que dans les grands centres urbains. D'ailleurs, le coût en valeur absolue de la réalisation de l'EPU en Amérique latine et aux Caraïbes, d'un peu moins de 3 milliards USD, est du même ordre de grandeur qu'en Afrique subsaharienne (un peu plus de 2 milliards USD) alors même que la population d'âge scolaire est nettement

plus restreinte. L'Amérique latine et les Caraïbes sont en meilleure position de réaliser l'EPU, mais le coût unitaire y est bien plus élevé qu'en Afrique subsaharienne. Pourtant, nos calculs partent de l'hypothèse d'un coût unitaire constant à mesure que le taux de scolarisation augmente. Ils ne prennent pas en compte également les différences qui existent entre pays dans la qualité de l'enseignement primaire dispensé.

À l'échelle régionale, le niveau requis d'augmentation des dépenses paraît plus difficile à concrétiser : c'est en Afrique subsaharienne que l'effort sera proportionnellement le plus grand, nécessitant d'ici 2015 une croissance de plus de 20 % des dépenses par rapport aux projections. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) arrive en deuxième position, avec un peu plus de 8% d'augmentation requise. Chacune de ces régions regroupe des pays hétérogènes, de sorte que les moyennes régionales ne traduisent qu'imparfaitement les augmentations de dépenses nécessaires dans chacun d'entre eux. L'EPU pourrait être réalisé au plan régional, tout en restant un objectif lointain pour certains pays. Le changement en valeur absolue et le taux d'augmentation des dépenses d'éducation nécessaires dans certains pays peuvent être très élevés.

Encadré 2.2. Calculer les dépenses nécessaires pour atteindre les objectifs en matière d'éducation (OMD 2-3)

Le coût de la réalisation de l'enseignement primaire universel (EPU) est estimé en s'appuyant sur la méthode proposée par Delamonica *et al.* (2001). Cette étude, fondée sur une estimation des coûts unitaires de l'enseignement primaire par pays, a projeté le coût additionnel annuel nécessaire pour atteindre un taux net de scolarisation (TNS) égal à 100 % en primaire d'ici 2015. Selon la définition de la division de statistique des Nations Unies, le TNS en primaire correspond aux effectifs inscrits du groupe ayant l'âge officiel de fréquenter l'enseignement primaire en pourcentage du total de la population correspondante.

Les données relatives au TNS pour les années 1999-2009 et les données relatives aux dépenses publiques d'enseignement primaire sont celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de la Banque mondiale. Les recensements et les projections sont tirés de la révision 2010 des *World Population Prospects* de la Division de la population des Nations Unies. Le PIB par habitant provient des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (édition d'avril 2011).

Encadré 2.2. (suite)

Les dépenses publiques par élève correspondent aux dépenses publiques courantes d'éducation divisées par les effectifs totaux d'élèves par niveau, en pourcentage du PIB par habitant. Les dépenses publiques (courantes et en capital) recouvrent les dépenses de l'État pour les établissements éducatifs (publics et privés), l'administration de l'éducation et les subventions aux entités privées (élèves/ménages et autres); données de la Banque mondiale.

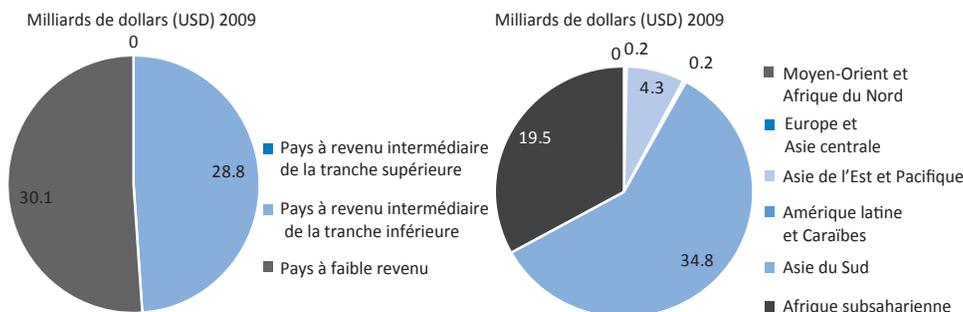
Conformément aux projections de référence, qui postulent des taux nets de scolarisation (TNS) constants, les dépenses additionnelles prévues peuvent être considérées comme la partie supérieure de la fourchette d'estimation des coûts qui pourraient être engagés en 2015. Les TNS sont maintenus constants pour ne pas postuler que le progrès sur l'EPU est assuré et éviter de se projeter dans un scénario optimiste pour le bilan sur l'éducation en l'année 2015.

Le lecteur pourra se reporter aux travaux d'Atisophon *et al.* (2011) pour plus de détails sur la méthode de calcul sous-tendant ces estimations.

Le point sur la santé

Le financement des OMD relatifs à la santé reste une source de préoccupation pour un certain nombre de pays : l'ampleur du défi est particulièrement importante en Asie du Sud (près de 35 milliards USD) et en Afrique subsaharienne (pratiquement 20 milliards USD). L'encadré 2.3 discute de la méthodologie sous-tendant ces estimations alors que la figure 2.5 en montre la répartition par catégorie de revenu et par région. Les dépenses additionnelles sont à peu près également réparties entre les pays à faible revenu (un peu plus de 30 milliards USD) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (un peu moins de 30 milliards). Les seconds ont sensiblement augmenté leurs dépenses ces dernières années, ce qui conduit à s'interroger sur la viabilité d'un nouvel effort. En outre, ce surcroît de dépenses de santé ne s'est pas systématiquement traduit par des améliorations concrètes sur le plan de la santé, ce qui jette un doute sur la pertinence de la référence proposée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de 60 USD par habitant par an comme gage de la réalisation des OMD liés à la santé.

Figure 2.5. Mesure des besoins en termes de santé (OMD 4-6), par groupe de revenu et par région (montants annuels)



Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593363>

Les résultats portent à conclure que la croissance économique est un paramètre majeur concernant le coût de l'atteinte des OMD dans le domaine de la santé, en particulier si l'on se repose sur la référence de l'OMS. Le fossé de presque 35 milliards de dollars que l'Asie du Sud doit financer est concentré dans de grands pays tels que l'Inde et le Pakistan et fait référence à un scénario où les dépenses par habitant restent constantes entre 2009 et 2015. Pour autant que les économies en question maintiennent un taux de croissance vigoureux dans les années suivant la crise financière, et que la part de leur PIB consacré à la santé reste au moins constante, l'écart présenté dans cette étude surestimerait le coût de la santé d'ici 2015. Cela dit, il est également clair qu'au-delà de l'évolution du budget global de la santé dans les pays concernés, la distribution de cette dépense reste problématique et rappelle l'importance d'une forme inclusive de croissance pour atteindre les OMD, en particulier dans le domaine de la santé.

Encadré 2.3. Calculer les dépenses nécessaires pour atteindre les objectifs de santé (OMD 4, 5 et 6)

Les OMD relatifs à la santé couvrent la réduction de la mortalité infantile (OMD 4), l'amélioration de la santé maternelle (OMD 5) et la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies épidémiques (OMD 6). Selon l'OMS (2010), garantir l'accès aux types d'interventions et de traitements nécessaires pour atteindre les OMD 4, 5 et 6 exigerait en moyenne « un peu plus de 60 USD par personne [et par an] d'ici 2015 ».

On peut légitimement questionner le réalisme de ce montant de 60 USD par habitant pour estimer l'effort à consentir dans les pays en développement afin de réaliser les OMD en matière de santé. La présente étude l'utilise pourtant parce que ce chiffre a le mérite de la simplicité et de la transparence. En conservant cette cible de 60 USD par habitant pour calculer le volume de dépenses additionnelles nécessaires globalement pour atteindre ce seuil, il faut d'abord estimer les dépenses de référence en posant des hypothèses raisonnables quant aux dépenses futures.

Le niveau actuel des dépenses publiques de santé a été estimé jusqu'en 2015 pour 128 pays en développement pour lesquels suffisamment d'informations sont disponibles. Les données sur les dépenses totales de santé par habitant sont celles de l'OMS. Les prévisions de croissance entre 2011 et 2015 s'appuient sur les données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (édition d'avril 2011).

Ces coûts par habitant sont multipliés par les projections de la population tirées de la révision 2010 des *World Population Prospects* (Division de la population des Nations Unies). Notre scénario de référence part du principe que les dépenses initiales de santé par habitant en 2009 restent constantes pour ne pas postuler que le progrès sur les OMD liés à la santé est assuré et éviter de se projeter dès 2009 dans un scénario optimiste pour le bilan en l'année 2015.

Le lecteur pourra se reporter aux travaux d'Atisophon *et al.* (2011) pour plus de détails sur la méthode de calcul sous-tendant ces estimations.

Références

- ATISOPHON, V., J. BUEREN, G. DE PAEPE, C. GARROWAY et J.-P. STIJNS (2011), "Revisiting MDG Cost Estimates from a Domestic Resource Mobilisation Perspective", *Working Paper* n° 306, Centre de développement de l'OCDE, Paris.
- DATT, G. (1998), "Computational Tools for Poverty Measurement and Analysis", *FCND Discussion Paper* n° 50, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC.
- DELAMONICA, E., S. MEHROTRA et J. VANDEMOORTELE (2001), "Is EFA affordable? Estimating the Global Minimum Cost of 'Education for All'", *Innocenti Working Papers*, n° 87, UNICEF, Innocenti Research Center, Florence.
- FMI (Fonds monétaire international) (2011), *Perspectives de l'économie mondiale*, données d'avril 2011, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- FOSTER, J., J. GREER et E. THORBECKE (1984), "A Class of Decomposable Poverty Measures", *Econometrica*, vol. 52, n° 3, mai.
- NATIONS UNIES (2010), *World Population Prospects*, révision 2010, Nations Unies, New York, NY.
- OMS (Organisation mondiale de la santé) (2010), *Rapport sur la santé dans le monde 2010. Le financement des systèmes de santé : le chemin vers une couverture universelle*, OMS, Genève.

Bibliographie

- BOURGUIGNON, F., C. DIAZ-BONILLA et H. LOFGREN (2008), "Aid, Service Delivery, and the Millennium Development Goals in an Economy-Wide Framework", *Policy Research Working Paper Series*, n° 4683, Banque mondiale, Washington, DC.

DONNÉES DE LA BANQUE MONDIALE.

FILMER, D., J.-S. HAMMER et L.-H. PRICHETT (2000), "Weak Links in the Chain: A Diagnosis of Health Policy in Poor Countries", *The World Bank Research Observer*, vol. 15, n° 2, pp. 199-224.

GLEWWE, P. et M. ZHAO (2006), "Attaining Universal Primary Schooling by 2015: An Evaluation of Cost Estimates", in J.-E. COHEN, D.-E. BLOOM et M.-B. MALIN (dir. pub.), *Educating All Children: A Global Agenda*, American Academy of Arts and Sciences, MIT Press, Cambridge, MA, pp. 415-454.

INSTITUT DE STATISTIQUE DE L'UNESCO.

KLASEN, S. et S. LANGE (2011), "Getting Progress Right: Measuring Progress Towards the MDGs Against Historical Trends", *Courant Research Centre: Poverty, Equity and Growth - Discussion Papers*, n° 87, Courant Research Centre PEG, Göttingen.

Chapitre 3

Comment financer les Objectifs du Millénaire pour le développement

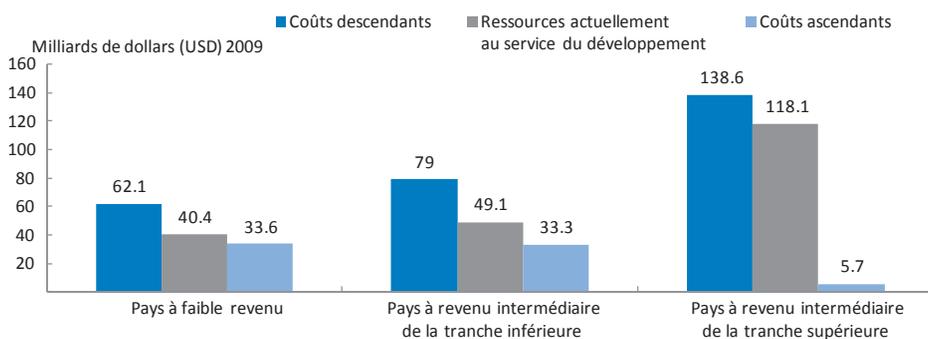
Résumé

Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (c'est-à-dire les pays où le revenu par habitant se situe environ entre 4 000 et 12 000 USD par an) devraient être en mesure de financer par eux-mêmes la réalisation des OMD. Il leur faudrait pour ce faire la volonté politique de résoudre les inégalités de revenus et leurs causes. En revanche, les OMD posent encore de sérieux défis pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (où le revenu est inférieur à 4 000 USD par an environ). Combler ce manque à financer, du moins en partie, par une augmentation des apports de capitaux privés est une option envisageable, mais qui impose de pouvoir en maîtriser la volatilité et d'améliorer les politiques d'encadrement pour en optimiser les dividendes en termes de développement social. Dans un avenir proche, rien ne prouve que le recouvrement des impôts puisse constituer une contribution suffisante dans les pays à faible revenu où les besoins sont, en proportion, les plus importants. Afin de satisfaire les besoins des populations les plus démunies dans les pays les plus pauvres, les ressources au service du développement – l'aide, les contributions privées, les transferts de fonds des migrants, les impôts nationaux et les apports de capitaux privés, de la part de partenaires traditionnels comme émergents – auront toutes un rôle à jouer. La cohérence des politiques pour le développement aura une importance critique.

Le tableau d'ensemble

Le contraste est frappant entre la relative aisance avec laquelle les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure devraient pouvoir financer la réalisation des OMD et les difficultés que ces objectifs représentent toujours en moyenne pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La figure 3.1 compare les apports de ressources au service du développement actuellement disponibles aux besoins estimés des pays par groupe de revenu. Les ressources au service du développement sont définies ici comme la somme de l'APD, des investissements directs étrangers (IDE), des transferts de fonds des migrants et des recettes fiscales courantes. Pour les pays en développement, toutes catégories de revenu confondues, le manque à financer est supérieur quoique du même ordre de grandeur que les apports actuels de financement du développement, ce qui implique que, globalement, il faudrait plus que doubler le volume de l'ensemble des ressources actuellement au service du développement. En effet, les apports de ressources sont déjà en place alors que les manques à financer et les coûts ascendants sont incrémentaux et requièrent des apports de ressources supplémentaires.

Figure 3.1. Coûts pour la réalisation des OMD par rapport aux ressources au service du développement (montants annuels)



Source : Calculs des auteurs.

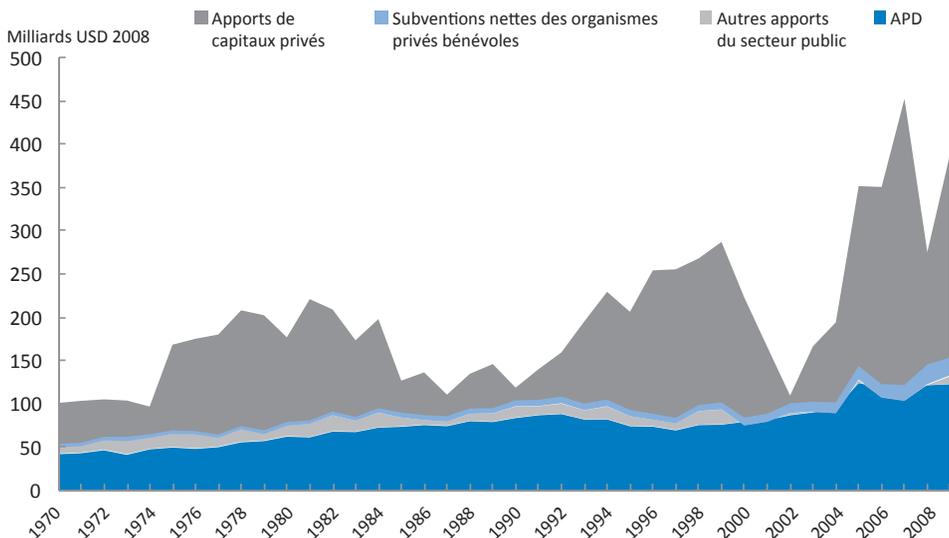
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593382>

En corollaire, des réformes des politiques autant dans les économies avancées que dans pays en développement devront être poursuivies pour ramener ce manque à financer à un ordre de grandeur politiquement et économiquement envisageable. Cependant, le tableau n'est pas aussi

dramatique quand on s'appuie sur une estimation ascendante des coûts pour les interventions en matière de pauvreté, d'éducation et de santé par le biais des transferts et des dépenses. Si l'estimation ascendante des besoins des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure exige un peu moins du doublement des apports actuels, l'augmentation des dépenses pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure selon la même approche ascendante ne représente qu'une petite fraction de leurs ressources au service du développement.

L'APD et les flux de capitaux privés (brut) des pays membres du CAD vers les pays en développement ont considérablement augmenté ces 40 dernières années et plus particulièrement depuis dix ans. La figure 3.2 illustre l'évolution de l'APD et des apports de capitaux privés en volume depuis 1970. La montée en puissance des apports de capitaux privés aux partenaires du développement par rapport à l'APD depuis 40 ans est considérable. Les subventions bénévoles des organismes privés ont elles aussi pris de l'importance même si, à 22 milliards USD, elles restent d'un ordre de grandeur moindre que l'APD et les apports de capitaux privés.

Figure 3.2. Apports de capitaux à conditions de faveur et privés des pays membres du CAD aux pays en développement, 1970-2009



Note : Les autres apports du secteur public (AASP) nets ont été négatifs en 2000-01, 2004 et 2006-07.

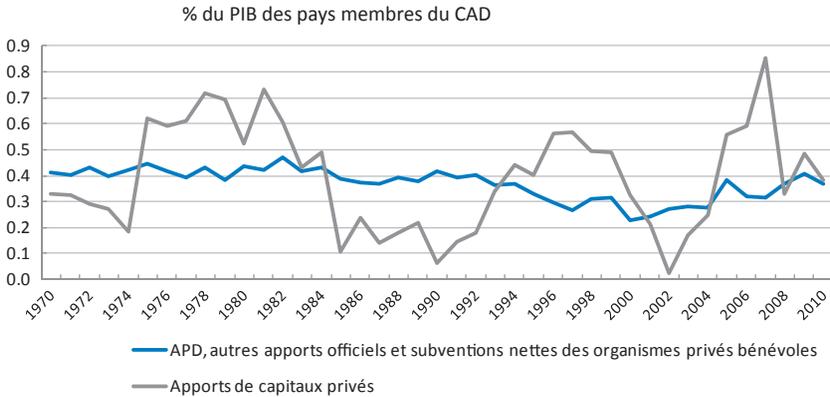
Source : Calculs des auteurs d'après CAD-OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593401>

L'ordre de grandeur et la tendance des apports de capitaux privés sont tels que les perspectives de les voir combler, du moins en partie, le besoin de financement dans les pays à faible revenu constitue une option sérieuse. Mais force est de constater l'extrême volatilité de ces flux. Si les apports de capitaux privés devaient constituer une part encore plus importante des ressources au service du développement, cette volatilité devrait être mieux maîtrisée pour éviter qu'elle n'aggrave l'instabilité macroéconomique dans les pays en développement. Ces apports ont atteint un pic en 2007, franchissant la barre des 330 milliards USD – pour plonger en 2008 sous les 130 milliards, soit juste en deçà de leur niveau de 1978 en termes réels. Les dernières données disponibles ne font pas encore état d'une reprise de ces apports vers les pays en développement depuis le déclenchement de la crise mondiale actuelle.

Si, en termes de volumes nominaux, les flux d'aide ont doublé entre 2000 et 2010, en part du PIB des pays membres du CAD, cette augmentation a été moins conséquente. La figure 3.3 compare l'APD et les apports de capitaux privés jusqu'en 2010 en pourcentage du PIB total des pays membres du CAD. Le fait que l'APD reste inférieure à la cible de 0.7 % fixée pour les pays membres du CAD est révélateur de la nécessité pour ces pays de tenir les engagements pris à Monterrey (2002), à Gleneagles (2005), à Accra (2008) et, dernièrement, à Busan (2011). Le respect par les pays membres du CAD des engagements importants pris depuis l'adoption des OMD est en effet un critère déterminant pour la réalisation de l'OMD 8 portant sur la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. Par ailleurs, l'ordre de grandeur du manque à financer souligne également l'importance pour les pays membres du CAD de tenir leurs engagements en terme d'efficacité de l'aide et de cohérence de leurs politique pour le développement.

Figure 3.3. APD et apports de capitaux privés des pays membres du CAD aux pays en développement, 1970-2010



Source : Calculs des auteurs d'après CAD-OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593420>

Le point sur l'APD

L'importance symbolique accordée à l'objectif, souvent cité, d'une augmentation des apports d'APD à 0.7 % du PIB des membres du CAD convient d'être réexaminée. Cette cible est souvent utilisée pour apprécier les avancées vis-à-vis de l'OMD 8. Ce chiffre de 0.7 % découle en fait d'une estimation approximative de Tinbergen et Chenery dans le contexte de la première « décennie du développement », dans les années 60 (Tinbergen et Chenery, (1966). Ces deux économistes avaient évalué que le total des apports de capitaux aux pays en développement devrait se situer autour de 1 % du revenu intérieur brut (RIB) des pays développés (Clemens et Moss, 2005 ; Vandemoortele, 2011). À l'époque, les apports de capitaux privés aux pays en développement représentaient environ 0.3 % de ce RIB : ils ont donc considéré que les 0.7 % restants pouvaient être comblés par l'aide publique. En fait, durant les années 70, vers la fin des années 90 et au milieu des années 2000, les flux de capitaux privés des membres du CAD aux partenaires étaient sensiblement plus élevés que 0.3 % du RIB et dépassaient en fait la part de la production de membre du CAD qui a été transférée aux partenaires de développement par le biais de flux concessionnaires, comme illustré par la figure 3.3. D'un autre côté, compte tenu des crises imprévisibles de l'économie mondiale depuis les années 60, la volatilité des flux de capitaux privés pourrait impliquer des besoins totaux en termes de financement au développement qui dépassent en fait 1 % du PNB

3. Comment financer les Objectifs du Millénaire pour le développement

des pays de l'OCDE. En effet, à chaque crise, les pays en développement voient certains de leur progrès sociaux mis à mal (voire, par exemple, PNUD, 2011) l'édition 2011 du *Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement*,).

Quoiqu'il en soit, les pressions budgétaires pesant sur de nombreux pays membres du CAD sont telles que tabler sur une APD constante en termes nominaux revient déjà sans doute à faire preuve d'optimisme. De surcroît, le Programme d'action d'Accra (2008) privilégie fortement l'appropriation des politiques de développement et souligne l'importance de la mobilisation des ressources domestiques. Par ailleurs, les flux d'aide peuvent dissuader les gouvernements récipiendaires de mobiliser les ressources domestiques, y compris par la collecte d'impôts, et ainsi entretenir un cercle de dépendance à l'aide et contribuer à dispenser les gouvernements de leur devoir de rendre des comptes vis-à-vis de leurs contribuables. Il convient donc de dépasser la seule augmentation de l'APD comme condition préalable à la réalisation des OMD pour évaluer les ressources alternatives possibles pouvant augmenter les capacités financières des pays en développement en général et des pays à faible revenu en particulier. En effet, le Partenariat de Busan pour une Coopération effective au développement (2011) appelle à faciliter un large spectre de sources de financement, y compris la mobilisation des ressources domestiques et reconnaît que de nouveaux instruments financiers et modalités de coopération sont nécessaires (paragraphe 10 de la déclaration).

Le point sur les apports de capitaux privés

Si les apports de capitaux privés doivent occuper une place croissante dans le financement du développement humain, alors les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour les encourager et gérer leur volatilité. Les capitaux privés sont attirés par les perspectives de rendement et ils sont donc sensibles aux politiques économiques des pays bénéficiaires. Mais ces rendements sont aussi sensibles aux conditions extérieures, telles que les fluctuations du prix des matières premières et d'autres facteurs qui échappent au contrôle des pays bénéficiaires. Ainsi, la part croissante des apports de capitaux aux pays en développement en provenance de partenaires émergents s'accompagne d'une évolution des types de projets financés. Les donneurs traditionnels tendent à financer les projets d'infrastructures sociales (eau et routes, par exemple), particulièrement utiles pour la réalisation des OMD. Or, comme l'a montré l'édition 2011 des *Perspectives économiques en Afrique* (BaFD, OCDE et CEA, 2011)

les partenaires émergents privilégient plutôt les infrastructures de production (énergie et voies ferrées notamment). Si les investissements dans les capacités productives d'un pays ont de grandes chances de contribuer à la croissance, ils ne sont pas toujours directement liés à la réalisation des OMD. Pour les pays ayant des relations avec des partenaires émergents, le défi consiste donc à prévoir dans les plans nationaux de développement des dispositifs permettant aux IDE de contribuer à une croissance inclusive et génératrice d'emplois, à l'amélioration du développement humain et à coopérer au niveau régional pour éviter que les partenaires des pays africains ne les mettent en compétition fiscale pour attirer l'investissement étranger (voir, à nouveau, l'édition 2011 des *Perspectives économiques en Afrique*). Les politiques encadrant les rémittances des émigrants, y compris celles liées au développement du marché obligataire, mériteraient également d'être améliorées afin que les fonds en question contribuent plus systématiquement à l'investissement.

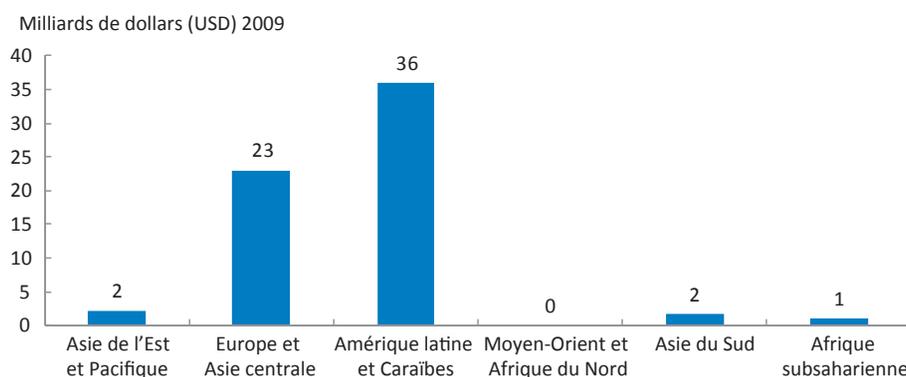
Cependant, même en supposant un rôle comparable pour combler un manque à financer, pour de nombreux pays à faible revenu, les capitaux privés ne représentent qu'un substitut imparfait aux financements publics, du moins pour l'instant. Étant donnée la pression qui s'exerce sur les budgets d'APD, la priorité accrue accordée aux apports de capitaux privés dans le financement des OMD ne manquera pas de poser de nouveaux défis aux gouvernements engagés dans cette voie. Ainsi, si l'on sait que les capitaux privés sont loin d'avoir été totalement sollicités pour financer les OMD, il n'est pas évident que les gouvernements doivent contracter des emprunts aux conditions du marché pour ce faire. Si l'emprunt peut être une solution acceptable dans certains cas, la question de l'endettement reste problématique, surtout pour les états fragiles ou ceux dont le cadre administratif est déficient. D'ailleurs, les inquiétudes relatives à la qualité des institutions et aux capacités d'absorption s'appliquent aussi au financement des OMD aux conditions du marché, par des apports de capitaux privés notamment. L'importance que les capitaux privés vont continuer de prendre souligne la priorité que représente dans de nombreux pays le développement d'un cadre institutionnel capable de garantir la soutenabilité à moyen terme de leurs finances publiques.

Le point sur la mobilisation des ressources intérieures

Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et dans la plupart des pays d'Amérique latine, la pauvreté devrait pouvoir reculer considérablement sous l'effet de politiques budgétaires progressives. Les

éditions 2009 et 2012 des *Perspectives économiques de l'Amérique latine* (OCDE, 2008; OCDE et CEPALC 2011) ont mis en évidence dans bon nombre des pays étudiés le faible effet des impôts et de la dépense publique sur le niveau des inégalités. Dans nombre de pays en développement, la fiscalité ne joue pas un rôle progressif et peut même être une entrave aux individus et petites entreprises (voir, par exemple, BaFD, OCDE et CEA, 2010). La figure 3.4 estime la marge possible d'augmentation des recettes fiscales, par région.

Figure 3.4. Total de l'augmentation possible des impôts, par région
(montants annuels)



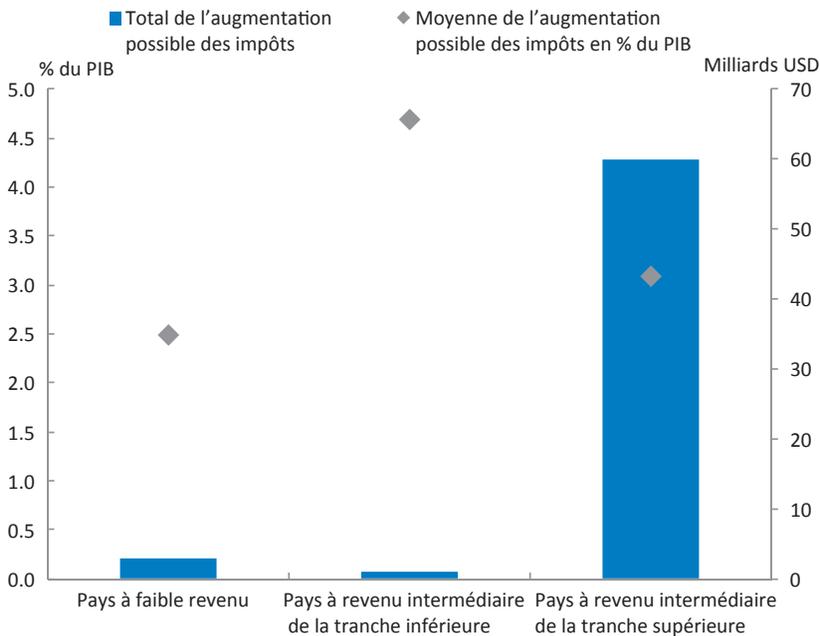
Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593439>

Certains pays peuvent obtenir des gains tangibles en termes de revenus fiscaux, y compris parmi ceux qui ont d'importants manques à financer. Si l'on se fie aux mesures de l'effort fiscal, la Colombie, le Guatemala et le Paraguay pourraient récupérer plusieurs milliards en améliorant leur recouvrement. Il en va de même pour la République démocratique du Congo (RDC), qui pourrait obtenir ainsi des sommes non négligeables. La figure 3.5 montre que le volume de ressources intérieures que les pays en développement devraient pouvoir lever en augmentant leurs recettes fiscales correspond environ à la moitié des 120 milliards USD de ressources additionnelles nécessaires par an pour atteindre les OMD d'ici 2015. La figure 3.5 montre aussi l'immense écart de potentiel de recettes fiscales additionnelles entre les pays à faible revenu et à revenu inférieur de la tranche inférieure, d'un côté, et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, d'un autre côté.

La mobilisation des ressources intérieures ne devrait pas contribuer à combler le manque à financer dans les pays à faible revenu où, proportionnellement, les besoins sont les plus importants. Les calculs de l'effort fiscal des pays ayant un manque à financer et pour lesquels sont disponibles des données sur le recouvrement des impôts montrent que plus de la moitié d'entre eux collectent déjà plus d'impôts que prédiraient leurs caractéristiques actuelles. Si la part potentielle de ces ressources fiscales additionnelles dans le PIB est comparable à travers les groupes de revenu, en valeur absolue, l'écart est très important. Il n'est donc pas surprenant que le volume des recettes fiscales additionnelles disponibles dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure puisse, moyennant une volonté politique de résoudre les inégalités de revenus, couvrir les coûts des services liés aux OMD tels que calculés dans les sections précédentes. Par contre, cela ne s'applique pas aux pays à faible revenu, qui ne peuvent en aucun cas couvrir le coût des transferts et dépenses publiques liés aux OMD ni leur manque à financer.

Figure 3.5. Total de l'augmentation possible des impôts, par groupe de revenu et en proportion moyenne du PIB (montants annuels)



Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593458>

Une marge de manœuvre fiscale supplémentaire pourrait sans doute être identifiée dans certains pays en partant de données nationales détaillées. De plus, les efforts dans le domaine de la coopération fiscale internationale devraient en principe porter des fruits dans les pays en développement en matière de contrôle des flux illicites et de lutte contre la fraude fiscale. Cela dit, les OMD ayant une échéance fixée à 2015, il faut souligner que l'obtention de recettes fiscales additionnelles prend du temps et peut poser des difficultés particulières dans les pays à faible revenu où l'administration est peu efficace. Il faudrait des efforts audacieux pour surmonter les difficultés inhérentes à la levée de recettes additionnelles dans un délai si court, d'autant que d'autres contraintes entrent en ligne de compte, comme les capacités ou la gouvernance. Ainsi, si l'amélioration du recouvrement des impôts privilégie trop les rentes liées à l'exploitation des ressources naturelles, le renversement éventuel du cours des matières premières pourrait affecter la mobilisation des ressources et menacer la réalisation des OMD.

En bref, améliorer le recouvrement des impôts n'est malheureusement pas une solution suffisante pour le financement du développement dans l'immédiat, dans la mesure où la plupart des pays qui pourraient le faire sont déjà en passe de réaliser les OMD. Il y a un décalage entre les pays capables de mobiliser des ressources intérieures additionnelles et ceux qui ont besoin de financement pour réaliser les OMD. Alors que la moitié du financement requis devrait concerner les pays à revenu intermédiaire, l'essentiel des 64 milliards USD d'augmentation possible de la mobilisation des ressources intérieures (par l'impôt) se concentrent dans les pays à revenu intermédiaire qui sont en bon chemin pour réaliser les OMD.

Ce décalage soulève la question de savoir si et dans quelle mesure certains pays émergents ne pourraient pas à la fois augmenter leurs recettes fiscales et accroître leurs contributions à la coopération au développement et leurs investissements dans d'autres pays en développement. De fait, les discussions entre partenaires au développement lors du 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide organisé à Busan, en Corée, ont mis en évidence l'importance croissante et irremplaçable de la coopération Sud-Sud. Il est donc intéressant d'envisager comment l'augmentation des ressources intérieures dans certains pays en développement pourrait en aider d'autres à se développer. Si l'on peut tenter de comparer ces apports à l'APD des partenaires traditionnels, le Forum a montré que les principes, les engagements et les actions convenues par les partenaires au développement vis-à-vis de l'APD traditionnelle ne sont qu'une référence pour les partenaires Sud-Sud, qui peuvent ou non suivre leur exemple.

Encadré 3.1. Marge de manœuvre possible pour accroître la mobilisation des ressources intérieures

L'adoption des techniques utilisées par Piancastelli (2001) et Bird *et al.* (2004, 2008) pour calculer « l'effort fiscal » des pays en développement permet d'estimer la marge de manœuvre disponible pour accroître la mobilisation des ressources intérieures afin de financer la réalisation des OMD au plan national. L'indice d'« effort fiscal » permet de comparer les recettes attendues aux recettes réalisées et d'estimer le total de recettes supplémentaires qu'un pays pourrait collecter en améliorant le recouvrement des impôts. Empiriquement, les impôts en proportion du PIB dépendent du degré de développement économique du pays, de la part de l'économie formelle ou industrialisée et de l'ouverture aux échanges. D'une manière générale, plus le niveau de développement et d'ouverture commerciale est élevé, plus les recettes fiscales augmentent.

Les *recettes fiscales* sont prédites à partir d'un cadre de régression pour la période 2000-10 appliqué à tous les pays pour lesquels sont disponibles des données concernant les revenus fiscaux, la part de l'agriculture dans le PIB, le taux d'ouverture de l'économie au commerce international et le PIB par habitant. Le ratio recettes fiscales prédites / recettes fiscales réelles correspond à l'« effort fiscal » :

$$\text{Effort fiscal} = \frac{\text{Recettes fiscales prédites en \% du PIB}}{\text{Recettes fiscales réelles en \% du PIB}}$$

Les pays avec un effort fiscal inférieur à 1 recouvrent moins d'impôts qu'ils ne sont censés le faire au vu de leurs caractéristiques structurelles alors que les pays ayant un effort fiscal supérieur à 1 collectent plus d'impôts que prévu.

Le lecteur pourra se reporter aux travaux d'Atisophon *et al.* (2011) pour plus de détails sur la méthode de calcul sous-tendant ces estimations

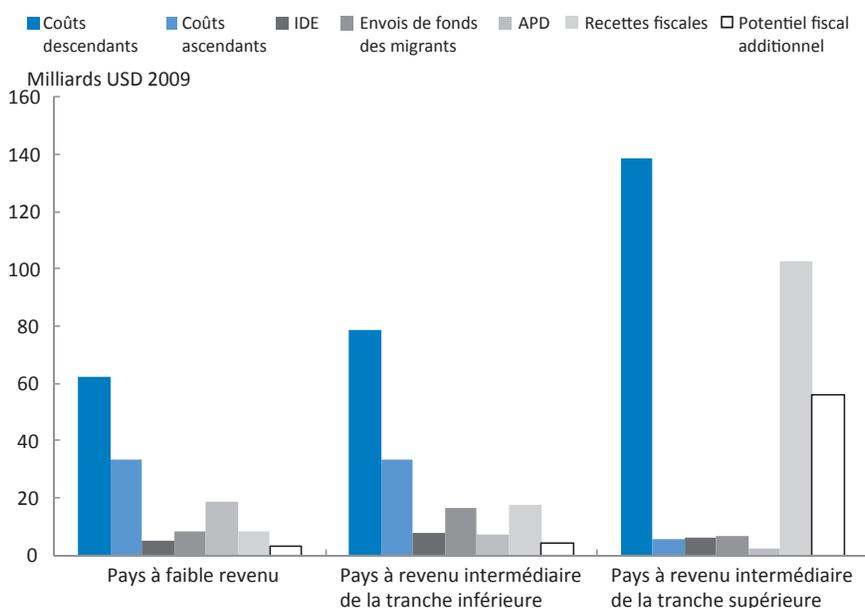
En résumé

Globalement, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure devraient être en mesure de mobiliser suffisamment de ressources intérieures pour réaliser les OMD. Ceci suppose une volonté politique d'adresser l'inégalité des revenus et de suivre une approche ascendante où les questions de pauvreté, d'éducation et de santé sont résolues par des dépenses publiques et des transferts ciblés. La figure 3.6 compare les ressources au service du développement avec le volume des besoins de financement et les coûts ascendants, par groupe de

3. Comment financer les Objectifs du Millénaire pour le développement

revenu. Le potentiel fiscal additionnel du groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, même s'il se révèle insuffisant pour satisfaire le manque à financer de ces pays, s'inscrit dans un ordre de grandeur supérieur à celui des coûts ascendants pour assurer les transferts et les dépenses en matière de pauvreté, d'éducation et de santé. Vérifier que cette proposition soit exacte en pratique pour chaque pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure est une question empirique distincte qui exige des recherches approfondies au niveau national sur le coût exact des OMD et le véritable potentiel fiscal. Par ailleurs, l'espace fiscal peut également être élargi en s'attaquant à l'amélioration de la qualité et à la progressivité de la dépense publique ; des réformes menées sur ce front contribueraient à diminuer le coût des OMD dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Figure 3.6. **Financement du développement actuel et potentiel, par groupe de revenu** (montants annuels)



Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932593477>

À l'inverse, ni les pays à faible revenu, ni les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ne devraient pouvoir mobiliser dans l'immédiat suffisamment de ressources intérieures pour satisfaire les besoins liés aux OMD

en matière de pauvreté, éducation et santé et ce, même avec une approche ascendante des services pour le développement. Le potentiel fiscal additionnel des pays à faible revenu et même des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure est non seulement insuffisant pour satisfaire le manque à financer de ces pays dans une approche descendante mais est également insuffisant pour couvrir les coûts associés à une approche ascendante par les transferts et les dépenses en matière de pauvreté, d'éducation et de santé. Des analyses pays par pays identifieraient probablement des exceptions et révéleraient des poches de potentiel fiscal qui ne sont pas capturées par nos estimations. Cependant, à l'inverse, les moyennes du groupe de pays masquent des situations nettement plus tendues en termes de ressources pour le développement que ne le suggère la figure 3.6.

Les options politiques pour satisfaire les besoins en matière d'OMD dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ne relèvent pas d'une quelconque alternative – les unes *et* les autres devront probablement être appliquées. La situation dépeinte dans la figure 3.6 implique que la mobilisation des ressources intérieures dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ne peut être que l'un des aspects de la nécessaire mobilisation de tout le spectre des ressources au service du développement. L'APD, la coopération avec des partenaires émergents, les apports de capitaux privés de la part de partenaires traditionnels et émergents, les envois de fonds des migrants et les contributions d'organismes privés bénévoles sont autant de flux qui peuvent et doivent continuer à croître pour répondre aux besoins financiers liés à la réalisation des OMD, en plus de la mobilisation des ressources intérieures et des réformes politiques visant à améliorer la qualité de la dépense publique. Par ailleurs, notre étude repose sur les meilleurs chiffres disponibles pour ces pays mais force est d'admettre qu'il existe une forte corrélation entre la pauvreté économique et la pauvreté des statistiques. Il va donc sans dire que la lutte contre la pauvreté des statistiques est non seulement urgente mais nécessaire et rentable. Faute de progrès dans ce domaine, les décideurs politiques resteront largement aveugles concernant les pays les plus pauvres de la planète.

À ce stade, l'incapacité à trouver des synergies entre tous les acteurs du développement équivaldrait à condamner ces populations à la pauvreté dans un avenir proche. Bien sûr, le panachage précis de ressources le mieux adapté à chaque pays en développement devra faire l'objet d'un débat intense, au plan national pour commencer. Mais il faudra se garder d'exclure *a priori* tel ou tel type de ressources. Dans les circonstances actuelles, les estimations du coût financier des OMD sont telles que les débats nationaux et internationaux concernant les

3. Comment financer les Objectifs du Millénaire pour le développement

mérites comparés de l'APD et de la mobilisation des ressources intérieures, des investissements lucratifs contre les investissements à conditions de faveur, des apports d'aide privés ou publics, des partenaires émergents ou traditionnels... semblent largement déplacés. Pour satisfaire les besoins des citoyens les plus pauvres des pays les plus pauvres, toutes les ressources au service du développement devront être mobilisées et entraîner autant de synergies que possible. L'amélioration des politiques intérieures et internationales doit jouer un rôle primordial pour donner un impact maximal en terme de développement social aux ressources disponibles, quel que soit leur volume.

Références

- ATISOPHON, V., J. BUEREN, G. DE PAEPE, C. GARROWAY et J.-P. STIJNS (2011), "Revisiting MDG Cost Estimates from a Domestic Resource Mobilisation Perspective", *Working Paper* n° 306, Centre de développement de l'OCDE, Paris.
- BAfD, OCDE et CEA (2010), *Perspectives économiques en Afrique : la mobilisation des ressources publiques et l'aide*, Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques et Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, OCDE, Paris.
- BAfD, OCDE et CEA (2011), *Perspectives économiques en Afrique : L'Afrique et ses partenaires émergents*, Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques et Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, OCDE, Paris.
- BIRD, R.-M., J. MARTINEZ-VAZQUEZ et B. TORGLER (2004), "Societal Institutions and Tax Effort in Developing Countries", *International Studies Program Working Paper Series*, n° 0406, International Studies Program, Andrew Young School of Policy Studies, Georgia State University.
- BIRD, R.-M., J. MARTINEZ-VAZQUEZ et B. TORGLER (2008), "Tax Effort in Developing Countries and High Income Countries: The Impact of Corruption, Voice and Accountability", *Economic Analysis and Policy* (EAP), Queensland University of Technology (QUT), School of Economics and Finance, vol. 38(1), mars, pp. 55-71.
- BUSAN (2011), Quatrième Forum à Haut Niveau sur l'Efficacité de l'Aide 29 Novembre-1 Décembre 2011, Partenariat pour une Coopération Efficace au Service du Développement, Busan, Corée.
- CHENERY, H.-B. et A.-M. STROUT (1966), "Foreign Assistance and Economic Development", *The American Economic Review*, Vol. LVI, n° 4, Part I.
- CLEMENS, M.-A. et T.-J. MOSS (2005), "Ghost of 0.7%: Origins and Relevance of the International Aid Target", *Working Paper 68*, Center for Global Development, Washington, DC.
- GLENEAGLES (2005), Sommet du G8 de Gleneagles 6-8 juillet 2005, Déclaration Afrique, une occasion historique, Écosse, Royaume-Uni.

3. Comment financer les Objectifs du Millénaire pour le développement

NATIONS UNIES (2002), Consensus de Monterrey de la Conférence internationale sur le Financement du développement, Texte final des accords et engagements adoptés à la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey, Mexique, 18-22 mars 2002, Nations Unies, New York, NY.

OCDE (2008), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009*, OCDE, Paris.

OCDE et CEPALC (2011), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2012: transformation de l'État et développement*, OCDE, Paris.

PIANCASTELLI, M. (2001), "Measuring the Tax Effort of Developed and Developing Countries: Cross Country Panel Data Analysis – 1985/95", *Institute of Applied Economic Research Working Papers* n° 818.

PNUD (2011), *Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement*, PNUD, NEW YORK, NY.

PROGRAMME D'ACTION D'ACCRA (2008).

VANDEMOORTELE, J. (2011), "The MDG Story: Intention Denied", *Development and Change*, vol. 42, Issue 1, pp. 1-21.

Bibliographie

CLEMENS, M.-A., C.-J. KENNY et T.-J. MOSS (2007), "The Trouble with the MDGs: Confronting Expectations of Aid and Development Success", *World Development*, vol. 35, n° 5, pp. 735-751, 2007.

VANDEMOORTELE, J. et R. ROY (2005), "Making Sense of MDG Costing", in F. Cheru et C. Bradford (dir. pub.), *The Millennium Development Goals: Raising the Resources to Tackle World Poverty*, Zed Books, Londres.

Chapitre 4

Quelles stratégies mettre en place pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ?

Résumé

Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (revenu par habitant supérieur à environ 4 000 USD par an) devraient parvenir à réaliser les OMD en s'appuyant sur leurs ressources intérieures, à travers des transferts monétaires ciblés et des programmes de dépenses destinés à lutter contre la pauvreté et à assurer l'éducation et la santé. Dans le cas des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (revenu par habitant inférieurs à environ 4 000 USD par an), il faut poursuivre les réformes institutionnelles visant à améliorer le recouvrement des impôts au point de pouvoir assurer un financement suffisant pour la réalisation des OMD. Dans les pays à faible revenu (revenu par habitant inférieur à environ 1 000 USD par an), le coût incrémental de la réalisation des OMD correspond approximativement au montant de l'aide programmable par pays déjà octroyée au niveau global. Dès lors, plus que jamais, les apports de capitaux privés, les contributions privées volontaires, les activités de coopération avec les pays émergents, les envois de fonds des migrants devront assortir l'aide. Dans les pays en développement, le défi consiste, d'une part, à adapter des stratégies de développement nationales pour qu'elles assurent que ces différents flux contribuent à une croissance inclusive, génératrice d'emplois, et au développement social et, d'autre part, de mener les réformes nécessaires afin d'accroître la qualité de la dépense publique. Les pays avancés, quant à eux, n'auront d'autre choix que d'améliorer l'efficacité de l'aide et la cohérence de leurs politiques pour le développement.

Le coût financier de la réalisation des OMD – un peu plus de 120 milliards USD – est tenable à l'échelle mondiale à condition que les pays entreprennent les réformes nécessaires et adoptent une vision globale des types de ressources pouvant contribuer à améliorer le développement humain là où la réalisation des OMD a pris du retard. L'APD reste pour l'instant une source indispensable de financement à cet égard, en particulier dans les pays à faible revenu. Les pays membres du CAD de l'OCDE doivent donc respecter leurs engagements, et en particulier ceux qui visent à renforcer la cohérence de leurs politiques pour le développement et à améliorer l'efficacité de l'aide, afin d'enclencher un processus réussi de développement. La mobilisation des ressources intérieures à travers l'augmentation des recettes fiscales apparaît comme la source de financement pour la réalisation des OMD la plus durable et la plus fiable, dans l'immédiat surtout dans les pays à revenu intermédiaire, à terme dans tous les pays en développement. Les pays en développement ont fait des efforts conséquents pour améliorer le recouvrement des impôts et ceux-ci commencent à porter leurs fruits. En revanche, beaucoup de progrès reste à faire concernant la qualité de la dépense publique.

Les apports de capitaux privés prennent une place grandissante au point de constituer une source de financement du développement comparable en volume à l'APD. Ils peuvent sans doute contribuer encore davantage au développement qu'ils ne le font actuellement. Ces apports ont atteint un pic en 2007, franchissant la barre des 330 milliards USD, mais ils sont retombés sous un seuil de 130 milliards en 2008. Cette volatilité est un problème qui doit être résolu afin que ces flux n'exacerbent pas l'instabilité macroéconomique dans les pays récipiendaires. Les stratégies de développement nationales doivent être adaptées afin d'assurer que ces flux sont effectivement utilisés à plein pour réaliser les OMD, qu'ils proviennent des bailleurs de fonds traditionnels du CAD ou de partenaires émergents. Dans le cas des remittances des émigrés l'encadrement politique doit aussi être réformé pour assurer que celles-ci contribuent plus systématiquement à l'investissement, par exemple en développant le marché obligataire. Les subventions des organismes privés bénévoles ont elles aussi pris de l'importance même si, ayant atteint un ordre de grandeur d'un peu plus de 20 milliards USD, elles restent inférieures à l'APD et aux apports de capitaux privés.

Combien ça coûte ?

Cette étude a estimé les coûts de la réalisation des six premiers OMD à un peu plus 120 milliards USD de ressources nouvelles au-delà des flux actuels d'investissement, d'aide publique au développement et de dépenses publiques dans les pays en développement. C'est là une enveloppe supérieure aux estimations précédentes. Cette étude s'est donné comme objectif de remettre en cause la vision traditionnelle des OMD centrée sur l'aide. Les pays font en fait face à un large éventail d'options politiques pour atteindre leurs objectifs de développement. Si certains ont sans doute plus de marge de manœuvre que d'autres pour formuler une stratégie de développement, tous ont en commun la contrainte de devoir allouer un capital politique restreint et de hiérarchiser les initiatives en matière de réforme.

Le coût financier des OMD dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, en Amérique latine par exemple, découle moins de la pauvreté de la population dans l'absolu que de profondes inégalités ou de structures économiques à l'origine d'une productivité du capital et d'un taux d'épargne inférieurs à la moyenne. De sorte que, stimuler la croissance par une augmentation du seul financement du développement se révèle être un scénario coûteux de lutte contre la pauvreté. Dans leur cas cependant, une volonté politique d'adresser les inégalités de revenus, d'assurer un meilleur recouvrement des impôts et d'améliorer la qualité de la dépense publique devrait permettre de réaliser les OMD grâce à des transferts ciblés et des dépenses de qualité dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les réformes politiques visant à accroître la productivité de l'investissement et à rendre la croissance plus inclusive dans ces pays faciliteraient et réduiraient le coût de la réalisation des OMD.

À l'inverse, pour la plupart des pays à faible revenu et certains pays à revenus intermédiaires de la tranche inférieure, le coût financier des OMD reste largement inabordable domestiquement, que soit fait le pari de la croissance et/ou celui des dépenses et des transferts ciblés. Dans ces pays, l'APD est condamnée à rester, dans l'immédiat en tous cas, un complément indispensable aux revenus fiscaux domestiques. L'option la plus rentable consiste à ce que tous les partenaires au développement, au sens large, optent pour un « effort massif », en finançant la croissance de ces pays de manière à ce qu'ils atteignent les OMD de manière durable au lieu de continuer à financer des transferts et des dépenses année après année. Il ne faut cependant pas sous-estimer le potentiel que représentent les interventions directes visant à réduire la pauvreté et à atteindre l'enseignement primaire universel (EPU) et les OMD relatifs à la

santé. Dans les pays à faible revenu, même une augmentation modeste des flux de dépenses dans ces domaines, pour autant que ceux-ci soit conçus pour être efficaces, pourrait avoir des effets significatifs. Dans ces pays, la réalisation de l'EPU par exemple – un objectif important en ce qui concerne l'égalité entre les sexes – ne coûterait qu'un peu plus d'1 milliard USD. C'est là une somme modérée à comparer aux chiffres qui reviennent depuis le début de la crise dans les discussions consacrées aux politiques nationales dans les pays de l'OCDE.

Qui va payer ?

Il va donc falloir de toute évidence mobiliser des ressources additionnelles. Si, en dollars, les flux d'aide ont essentiellement doublé entre 2000 et 2010, en pourcentage du PIB des pays membres du CAD, cette augmentation a été moins conséquente. Il est donc toujours à l'ordre du jour pour ces pays de tenir leurs engagements, et particulièrement en matière d'efficacité de l'aide et de cohérences des politiques pour le développement. Les pays à faible revenu reçoivent autour de 65 % de l'APD totale, et comme les besoins incrémentaux en ressources externes concernent surtout ces pays, il est à envisager de les privilégier pour toute augmentation de l'APD. De fait, un grand nombre de pays bénéficiaires sont loin d'arriver en tête des calculs de coût financier de l'atteinte des OMD.

La mobilisation des ressources domestiques – et notamment un recouvrement d'impôts plus efficace – joue déjà un rôle important dans la boîte à outils du financement du développement. Par exemple, comme la souligné l'édition 2010 des *Perspectives économiques en Afrique* (BaFD, OCDE et CEA, 2010), les revenus fiscaux sont approximativement dix fois plus conséquents en Afrique que l'aide publique au développement. Une collecte d'impôts plus efficace dans les pays en développement rapporterait probablement plus de la moitié des sommes nécessaires à la réalisation des OMD – au-delà de 60 milliards USD, tous pays en développement confondus. De fait, si la volonté politique est au rendez-vous, les pays à revenu intermédiaire, et en particulier ceux de la tranche supérieure où le revenu annuel dépasse 4 000 USD par habitant, devraient parvenir à atteindre les OMD grâce à leurs ressources domestiques, en mettant en œuvre des transferts ciblés et des programmes publics pour lutter contre la pauvreté et améliorer l'éducation et la santé, et *a fortiori* si les réformes nécessaires à l'amélioration de la qualité de la dépense publique sont poursuivies.

Pour autant, il ne faudrait pas que le développement des ressources domestiques serve de prétexte pour dispenser les pays donateurs d'honorer leurs engagements. De toute façon, il y a une limite à la mesure dans laquelle on peut compter sur la mobilisation des ressources domestiques. Plus de la moitié des pays qui font face à un coût financier pour réduire de moitié la proportion de la population vivant en dessous du seuil absolu de pauvreté (OMD 1) collectent déjà plus d'impôts qu'attendu au vu de leurs caractéristiques structurelles et, inversement, bien des pays pouvant améliorer leurs recettes fiscales sont déjà en passe de réaliser les OMD. Ceci soulève la question de savoir si et dans quelle mesure certains pays émergents ne pourraient pas augmenter leurs recettes fiscales et accroître leurs contributions à la coopération au développement et leurs investissements dans d'autres pays en développement.

Pour le reste, malgré son importance comme complément des sources traditionnelles de financement du développement, un meilleur recouvrement des impôts n'est pas une panacée. Dans le cas des pays à faible revenu, il faut garder à l'esprit que les réformes institutionnelles mettent des années à porter leurs fruits, même si elles ont reçu la priorité nécessaire et ont été suivies et soutenues au plan international. Par ailleurs, dans les pays en développement, il est important de veiller à ce que la fiscalité ne contribue pas à exacerber les inégalités. Un système fiscal équitable doit mettre l'accent sur le contrôle des flux illicites et la lutte contre la fraude fiscale par les grandes entreprises, et les multinationales et le secteur minier en particulier. Ceci souligne l'importance de la poursuite de l'agenda de bonne gouvernance à tous niveaux, dans l'aide pour commencer mais également dans les pays en développement, non seulement au niveau des administrations fiscales et du secteur minier, mais aussi des secteurs sociaux des gouvernements centraux et locaux. Le fait que la tâche soit de longue haleine et nécessite un niveau conséquent de coordination internationale, n'altère pas l'importance de la transparence dans toutes les transactions financières, de l'amélioration des normes de comptabilité et des pratiques budgétaires.

Un autre écueil consiste à mécaniquement dériver des enveloppes de coûts pour atteindre les OMD présentées dans cette étude la conclusion que la solution principale aux défis relatifs aux OMD prend nécessairement la forme d'un accroissement quantitatif des flux de financement au développement, que ceux-ci soient d'origine extérieure ou domestique. En effet, les enveloppes de coûts en question sont contingentes à une qualité donnée des politiques, de la dépense publique et de l'APD. Ainsi, l'ordre de grandeur des enveloppes de coûts plaide pour un renforcement des efforts pour accroître l'efficacité des flux actuels d'aide et améliorer la cohérence des politiques des pays de l'OCDE pour le développement. La même logique met également en évidence l'importance

des réformes politiques visant à améliorer la qualité de la dépense publique, à accroître la productivité de l'investissement et à rendre la croissance plus inclusive et génératrice d'emplois dans les pays en développement.

Quoiqu'il en soit, la réalité politique fait que, dans un contexte où le scénario le plus optimiste est celui d'une APD constante, l'aide devra de toute évidence être complétée par des réformes politiques aussi bien dans les pays en développement que dans ceux de l'OCDE ainsi que par tout l'arsenal des ressources au service du développement que constituent les apports de capitaux privés, les contributions privées volontaires, les activités de coopération avec les pays émergents et les envois de fonds des migrants. Le défi consiste à créer un partenariat global qui optimise les synergies entre ces différents flux et s'assure qu'ils contribuent à une croissance inclusive, à la création d'emplois et au développement social.

Qu'en est-il des OMD après 2015 ?

Et ensuite ? Les coûts relativement élevés de la réalisation des OMD offrent-ils quelques pistes sur la forme que prendra le suivi des objectifs internationaux de développement après 2015 ? Visiblement, bon nombre d'entre eux devraient être reconduits au-delà de cette échéance. Serait-il donc rationnel de repousser la date butoir ? Mais quant aux pays qui ont réalisé les OMD, quels types de normes devraient-ils se fixer pour réorienter les efforts de développement après 2015 ? Peut-on dire que le développement est « atteint » dès lors que, par exemple, un pays est parvenu à diminuer de moitié l'extrême pauvreté ? Quel est le juste équilibre entre des objectifs pertinents pour un pays et des objectifs comparables à l'échelon international ?

Doit-on privilégier l'efficacité de l'aide et le renforcement des capacités ? L'accent doit-il être mis sur les institutions, la capacité, les approches citoyennes ? Faut-il adopter approche régionale et si tel est le cas se référer à des catégories de revenus comme celles des pays à revenu faible et intermédiaire, ou moduler l'approche concernant, par exemple, les pays fragiles ? Faut-il adopter une approche sectorielle, par exemple en focalisant les efforts sur l'agriculture pour résoudre le problème de la faim et de l'emploi ? La création d'emplois ou l'amélioration de la qualité des dépenses publiques devraient-elle devenir la ou les priorités des réformes ? Faut-il accorder la priorité à un environnement favorable à la croissance ou à une croissance respectueuse de l'environnement

et donc à des objectifs de développement soutenable ? Faut-il s'attaquer aux inégalités ?

Paradoxalement, l'accent même mis sur le rôle du pays, qui doit piloter son destin et élaborer sa stratégie de développement, est cohérent avec le fait de considérer les cibles internationales des OMD comme des objectifs de politique intérieure. Faute de meilleure coordination entre acteurs internationaux sur la manière d'atteindre ces objectifs, les pays ont dû identifier et mettre en œuvre leurs propres capacités. Cette situation peut discriminer ou handicaper des pays qui, au départ, étaient confrontés aux obstacles les plus graves. Mais ne peut-on pas aussi dire que cela contribue à rendre les administrations et les gouvernements nationaux plus autonomes et plus disposés à s'approprier leurs objectifs de développement ?

Études du Centre de développement

Pouvons-nous encore atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ?

DES COÛTS AUX POLITIQUES

Jean-Philippe Stijns, Christopher Garroway, Vararat Atisophon,
Jesus Bueren, Gregory De Paepe et Carlos Sanchez

Sommaire

Chapitre 1. Le défi du Millénaire

Chapitre 2. Le coût des interventions pour combattre la pauvreté et améliorer l'éducation et la santé

Chapitre 3. Comment financer les Objectifs du Millénaire pour le développement

Chapitre 4. Quelles stratégies mettre en place pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ?

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

Stijns, J., et al. (2012), *Pouvons-nous encore atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ? : Des coûts aux politiques*, Études du Centre de développement, Éditions OCDE.
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264174191-fr>

Cet ouvrage est publié sur *OECD iLibrary*, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation. Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org et n'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations.